



VENDREDI 27 JUILLET 2018

"Débordement du niveau des océans... de dettes."

- ▶ **Alertons le [tous les] gouvernement sur le risque d'effondrement de notre société thermo-industrielle** p.1
- ▶ **Cyril Dion : « Nous avons besoin de renverser le récit ultraconsommériste »** p.2
- ▶ **"On ne pourra pas revenir à un climat normal" : pourquoi il va falloir s'habituer aux épisodes de canicule** p.5
- ▶ **Production électrique : les œufs dans le même panier ? (Michel Guay)** p.7
- ▶ **Jean Jouzel : "Il y a un risque qu'il ne soit trop tard pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique"** p.10
- ▶ **Le déclin des principaux champs de pétrole de schiste aux États-Unis atteint un nouveau record ... Un demi million de barils en moins par jour** p.14
- ▶ **Jean-Marc Jancovici : « La tech est peut-être smart, mais sûrement pas verte ! »** p.15
- ▶ **D'ici 15 ans, une élévation des océans de 30 cm va mettre fin à Internet** p.16
- ▶ **L'espoir et le changement sont à portée de main (James Howard Kunstler)** p.18
- ▶ **Le futur du développement durable, le chaos économique (Michel Sourrouille)** p.19
- ▶ **ENERGIE, QUAND TU NOUS QUITTES... (Patrick Reymond)** p.20
- ▶ **Le mythe de la Tech verte** p.21
- ▶ **La vie marine sauvage est en train de disparaître** p.24

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **L'effondrement futur des FANG (Bill Bonner)** p.26
- ▶ **Le perdant de la guerre commerciale ? C'est vous (Bill Bonner)** p.28
- ▶ **Le début de la fin pour les FANG ? (Simone Wapler)** p.30
- ▶ **Amazon, enfin un courant favorable ? (Simone Wapler)** p.32
- ▶ **Une prévisible escalade de la guerre commerciale (Nick Hubble)** p.33
- ▶ **La dette publique française fait un bide à l'international (Philippe Herlin)** p.36
- ▶ **« L'homme le plus riche de Babylone. Et vous ? » (Charles Sannat)** p.38
- ▶ **Les temps difficiles à venir (François Leclerc)** p.43
- ▶ **L'État ne distribue que ce qu'il s'approprie** p.44
- ▶ **En route vers la Récession Mondiale de 2019. (Charles Gave)** p.48



Alertons le [tous les] gouvernement sur le risque d'effondrement de notre société thermo-industrielle

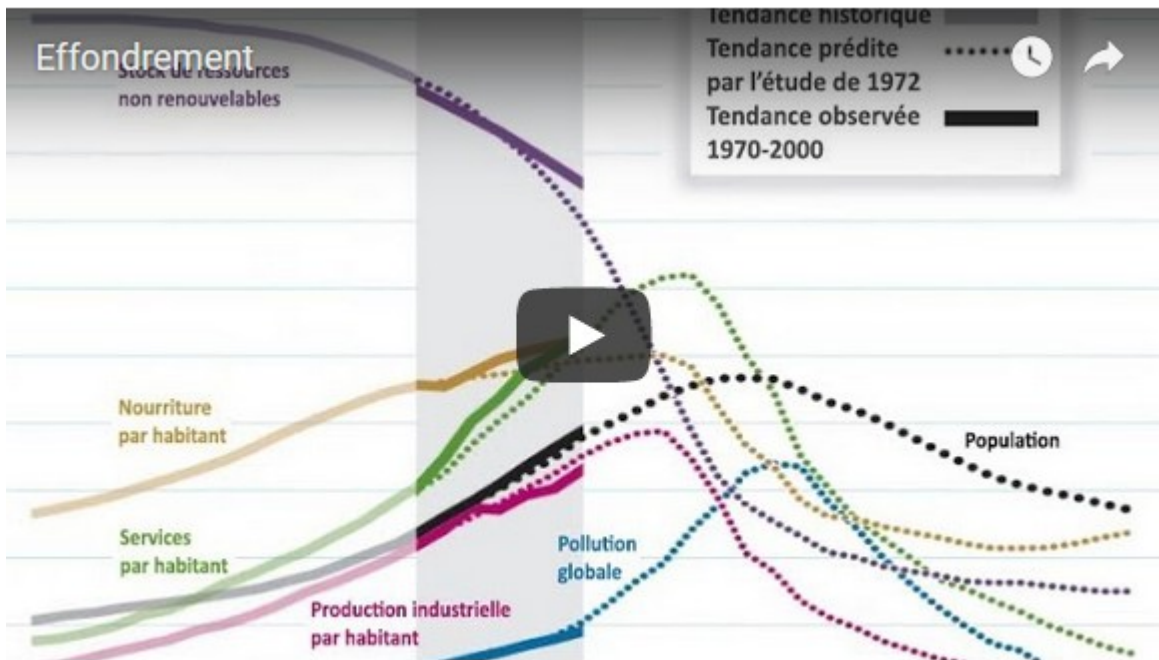
Présenté par Jean-Marc Jancovici 26 juillet 2018

M. le Premier ministre,

Nous nous permettons de venir vers vous suite à l'intérêt que vous portez à la question de l'effondrement. En effet, vous avez évoqué cette question plusieurs fois, et notamment lors du Facebook live que vous avez réalisé avec Nicolas Hulot, le 2 juillet dernier, au cours duquel vous avez mentionné le livre "Collapse" de Jared Diamond.

A cette occasion, vous vous êtes dit "taraudé" par cette question. C'est pourquoi nous vous remettons le livre "Comment tout peut s'effondrer", co-écrit par deux scientifiques, Raphaël

Stevens (expert en résilience des systèmes socio-écologiques) et Pablo Servigne (ingénieur agronome et docteur en biologie) et édité en 2015.



<https://youtu.be/8fA69YUodI>

Ce livre se place dans le contexte transdisciplinaire de l'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder. Il apporte une vision globale sur l'ensemble des données scientifiques concernant les ressources, l'énergie, le climat, la biodiversité...

Il démontre que nous sommes à la veille d'un effondrement planétaire et que "le point de non-retour" que vous avez évoqué est déjà derrière nous. Le succès de ce livre a valu aux deux auteurs une invitation au ministère de l'économie et des finances à Bercy, fin 2017.

Nous espérons que vous trouverez un moment, pour lire ce livre qui bouscule la vision que l'on peut avoir sur notre avenir proche.

Nous espérons également que vous saurez consulter l'avis éclairé de la communauté scientifique pour qu'une politique adaptée et assurant une résilience maximale, soit mise en place pour accompagner ce déclin.

Nous vous remercions de nous avoir lus.

Sincères salutations

Cyril Dion : « Nous avons besoin de renverser le récit ultraconsommériste »

Par Mathilde Golla 24/07/2018 Le Figaro.fr



FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le défenseur de la planète estime que «toutes les grandes organisations humaines reposent sur des récits». Actuellement, le récit dominant s'appuie sur le «dogme de la croissance» qui pourrait «conduire notre civilisation à sa perte».

Cofondateur avec Pierre Rabhi du mouvement Colibris, et de la revue Kaizen, Cyril Dion écrit et co-réalise - avec Mélanie Laurent - Demain, film vu par 1,2 million de spectateurs et récompensé du César du meilleur documentaire en 2016. Il vient de publier Petit Manuel de résistance Contemporaine chez Actes sud.

FIGAROVOX.- Les premières pages de votre livre sont inquiétantes... Vous évoquez un effondrement écologique et l'urgence de changer notre modèle. Comment concrètement faire prendre conscience de la nécessité d'agir pour éviter le pire?

Cyril DION.- Malheureusement, je n'ai pas de formule magique! Mais on peut dire qu'il y a trois grands moyens de mobiliser en masse: les catastrophes, les dictatures ou les histoires. Personnellement j'ai choisi la troisième option. Toutes les grandes organisations humaines reposent sur des récits. Aujourd'hui, le récit dominant s'appuie sur le dogme de la croissance. Il véhicule l'idée qu'il faut consommer pour être heureux et que l'argent est roi. Or cette croyance à un coût écologique et social qui pourrait conduire notre civilisation à sa perte. Nous avons besoin de renverser ce récit ultra-consumériste et technologique qui impose de travailler, d'emprunter, de consommer. Il faut agir sur le terrain culturel. Pour moi les révolutions ne naissent par sur le terrain politique mais dans l'imaginaire. Les grands changements sociaux ont commencé par ceux qui ont imaginé que c'était possible. À l'image du message de Martin Luther King, dans «I've a dream».

C'était l'idée du film «Demain». Nous avons choisi de montrer des gens qui proposent d'autres récits sur l'agriculture, l'économie, la démocratie. Ils représentent un nouveau modèle de héros: des gens qui s'épanouissent en étant utiles. Le film a été une source d'inspiration pour beaucoup, des milliers de personnes nous ont dit qu'ils avaient changé de vie après avoir vu le film!

Mais n'est-ce pas trop tard pour se réjouir de changements individuels?

Les changements individuels ne suffisent pas. Pour autant, nous avons besoin d'y aller par étapes. Si vous vous donnez l'objectif de renverser le changement climatique, il y a 100% de

chances que vous n'y parveniez pas du premier coup. Tout ce que vous ferez vous semblera insuffisant et il y a de grandes chances que vous vous découragez. Un peu à l'image de la COP21. Tous les pays se sont mis d'accord pour signer un traité très ambitieux, mais au final aucun pays ne l'applique, car il n'y a pas de stratégie pour parvenir à l'objectif! Je crois beaucoup en ce que dit Srdja Popovic, leader du mouvement qui a chassé Milosevic en ex-Yougoslavie: «Il faut voir grand mais commencer petit». Selon lui, «les grandes victoires sont une succession de petites victoires atteignables» mises bout à bout. L'exemple de l'association Bloom est probant. Cette association ne s'est pas fixé l'objectif de sauver les océans du jour au lendemain, mais d'interdire la pêche en eau profonde. Elle a mobilisé tout le monde sur cet objectif, mesurable, atteignable et a réussi à faire changer la loi. Cette victoire a donné de l'énergie à tous ceux qui se sont mobilisés pour aller vers un nouvel objectif: l'interdiction de la pêche électrique. Ce sont ces victoires successives qui peuvent tenir un mouvement dans la durée.

Mais, selon vous, un salarié de Total qui se rend au bureau à vélo se donne bonne conscience mais cela n'a pas de sens....

Disons que je crois qu'un monde où chacun pourrait choisir son orientation professionnelle en fonction de ses talents et de ses valeurs fonctionnerait mieux. Si en votre fort intérieur vous voulez arrêter le réchauffement du climat au point de vous déplacer en vélo plutôt qu'en voiture, mais que toute la journée votre créativité est mobilisée pour faire se développer un business reposant sur l'exploitation des ressources, il y a quelque chose qui ne va pas... Aujourd'hui beaucoup de personnes sont coincées dans des activités dont la finalité n'a pas de sens pour elles, par la nécessité de gagner de l'argent. Pour moi la révolution commence quand nous choisissons de rompre avec ce servage pour embrasser une activité qui participe à construire le monde dans lequel nous voudrions vivre. C'est le début d'un changement de récit.

Que dire d'un salarié de Total qui travaille pour la filiale énergie renouvelable... Les grandes entreprises peuvent-elles participer au changement de récit?

Elles doivent essayer! Mais elles ont plus de contraintes. Par exemple, le PDG de Danone tente de transformer le groupe en Bcorp, qui sont des «entreprise à mission» - statut des entreprises souhaitant allier mission sociétale et rentabilité - mais il est prisonnier du fait que la société doit faire de la croissance. La priorité des actionnaires n'est généralement pas de participer à la souveraineté alimentaire des peuples, mais de faire du profit. Parviendra-t-il à allier les deux? L'avenir nous le dira...

Un nouveau récit plus global est-il envisageable?

Oui mais il faut des objectifs clairement identifiés et des stratégies. Le relatif échec des révolutions arabes témoigne de la nécessité de s'organiser pour réussir. L'objectif des manifestants était de défaire les dictateurs au pouvoir, ce qu'ils sont parvenus à faire. Mais après, ils n'avaient pas de stratégie et donc ce sont les plus organisés, les Frères musulmans, qui ont pris le pouvoir. L'échec de l'interdiction du glyphosate par exemple est la preuve d'un déficit de stratégie et d'organisation. Pourtant, depuis 10 ans, le récit autour de l'agriculture évolue. Les gens ont pris conscience de la nécessité de manger plus de produits bio et sont aujourd'hui majoritairement opposés à ce puissant désherbant. Pour concrétiser leurs attentes, les citoyens doivent s'organiser davantage. Dans nos démocraties malades, une poignée de

personnes bien organisées est en mesure d'imposer ses choix. Il faut donc coordonner les actions, des ONG, politiques, penseurs... pour les rendre efficaces.

Le récent plan dévoilé par Nicolas Hulot est-il un premier pas vers ce nouveau récit?

Certaines mesures vont tout à fait dans ce sens, oui: zéro plastique dans les océans ou zéro artificialisation nette des sols, c'est frappant pour l'imaginaire. Le problème est que la politique du gouvernement dans son ensemble n'est pas harmonisée avec cette vision. On continue dans une forme de logique pompier-pyromane, comme le dit souvent Pierre Rabhi.

Devons-nous revenir au modèle du chasseur-cueilleur?

D'abord je pense que cette perspective ne mobiliserait pas grand monde, mais surtout je ne vois pas très bien comment... Et puis, j'ai l'impression que certaines de nos inventions mériteraient de continuer à exister. Qu'il y a un équilibre à trouver pour que nos activités cessent de détruire les écosystèmes et participent à les régénérer. Mais je dis ça en ayant grandi dans notre culture occidentale. Si j'étais né dans le Bush australien ou dans une tribu d'Amazonie, ma vision serait certainement différente!

"On ne pourra pas revenir à un climat normal" : pourquoi il va falloir s'habituer aux épisodes de canicule

Propos recueillis par Juliette ChampionfranceinfoFrance Télévisions Mis à jour le 26/07/2018
Pour le climatologue du CNRS Robert Vautard, les vagues de chaleur que connaissent de nombreux pays "sont une conséquence directe du réchauffement climatique".



Au cœur de Stockholm (Suède) des gens se font bronzer, le 16 juin 2018. Depuis plusieurs semaines, le pays connaît un épisode de chaleur exceptionnel. (HOSSEIN SALMANZADEH / AFP)

Vous n'avez pas pu y échapper : le thermomètre s'affole ces derniers jours. Jusqu'à 38°C sont attendus dans l'Hexagone, jeudi 26 juillet. La France, ainsi que plusieurs pays d'Europe du Nord, vivent depuis quelques semaines un épisode de chaleur particulièrement intense. Mais ce n'est rien comparé à ce que nous connaissons d'ici quelques décennies, prévient Robert Vautard, climatologue au CNRS et directeur de recherche au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE). Interrogé par franceinfo, ce spécialiste affirme que "les températures extrêmes que l'on subit cet été vont devenir la norme".

>> DIRECT. Canicule : 18 départements toujours en vigilance orange, jusqu'à 38 degrés

attendus jeudi

Franceinfo : Peut-on imputer les vagues de chaleur actuelles au changement climatique ?

Robert Vautard : D'une manière générale, oui. Il n'y a plus de doutes là-dessus. On est capable de démontrer scientifiquement que les vagues de chaleur sont une conséquence directe du réchauffement climatique, contrairement aux cyclones ou aux fortes pluies, pour lesquels il est encore difficile d'établir un lien de causalité.

On sait notamment que les gaz à effet de serre et les activités humaines augmentent directement la fréquence des vagues de chaleur.

Le problème est qu'on est arrivés à un point de non retour. Robert Vautard, climatologue à franceinfo

Pourquoi ?

On ne pourra pas revenir à un climat normal, même en diminuant nos émissions de CO₂. On pourra les contenir et en limiter la progression mais les températures dépendent des gaz à effet de serre qui se trouvent déjà dans l'atmosphère et faire redescendre les niveaux de CO₂, c'est extrêmement difficile. Contrairement à la pollution atmosphérique, dont les particules retombent assez vite, ces émissions de gaz à effet de serre ne retombent pas, ou extrêmement lentement. On a tendance à l'oublier.

Aujourd'hui, on se retrouve avec des étés étouffants. Mais avec l'augmentation actuelle des émissions de CO₂, il faudra s'y habituer car les épisodes caniculaires deviendront la norme. Robert Vautard à franceinfo

Que peut-on faire en priorité pour lutter contre ce réchauffement climatique ?

À notre niveau, il faut d'abord que l'on ait une prise de conscience. Le changement climatique ne sera pas un problème dans vingt ou trente ans. C'est maintenant. On en subit même déjà les conséquences aujourd'hui puisque l'on doit déjà s'adapter, particulièrement en été avec ces vagues de chaleur. Cette prise de conscience peut paraître évidente mais force est de constater que, pour le gouvernement américain par exemple, ce n'est pas du tout une priorité. Malgré les bonnes intentions affichées des politiques, le climat reste quand même au second plan par rapport à des sujets qu'ils jugent plus immédiats.

La deuxième étape, c'est l'action. Il faut agir un peu à tous les niveaux. Cela commence par recourir au maximum à une énergie zéro carbone, qui n'émet pas de CO₂ : ce n'est pas difficile et c'est déjà en cours. On est sur la bonne voie. Même si, aujourd'hui, le problème n'est pas tellement en France ou en Europe mais dans les pays émergents. Il ne faut pas les blâmer mais il faut plutôt réfléchir à les aider pour qu'ils se développent d'une façon différente de la nôtre. Ce n'est pas un défi uniquement pour eux : il nous concerne tous.

Dans les villes, la situation s'annonce particulièrement difficile...

Les villes ont un climat vraiment particulier, surtout en été. Le peu de présence de végétation notamment fait que l'énergie est piégée la journée dans la ville et a du mal à s'évacuer la nuit. Cela crée un îlot de chaleur urbain qui fait que les températures redescendent beaucoup moins vite la nuit, contrairement aux campagnes environnantes.

La persistance de températures élevées la nuit pose un gros problème de santé car on sait que

pendant les périodes de forte chaleur, le corps a besoin de se reposer la nuit. Robert Vautard, climatologue à franceinfo

On est capable d'absorber des températures assez fortes la journée, à condition de se reposer après.

Jean Jouzel, climatologue et vice-président du Giec, affirmait que l'on pourrait même atteindre les 50 degrés dans l'est de la France, dans la deuxième partie du XXI^e siècle. Vous confirmez ?

Bien sûr. Si le réchauffement climatique augmente de 3 ou 4 degrés, on a des scénarios dans lesquels les écarts à la normale d'aujourd'hui seront beaucoup plus importants. L'été 2003 en région parisienne était 3 degrés plus chaud que la normale.

Dans certaines de nos simulations climatiques, d'ici la fin du siècle, on aura des étés qui iront jusqu'à 10 degrés au-dessus de la normale. Est-on prêt à supporter ça ? Robert Vautard, climatologue à franceinfo

Production électrique : les œufs dans le même panier ?

Par Michel Gay. 26 juillet 2018 Contrepoints.org

L'alimentation de la nation en électricité doit reposer sur des bases rationnelles, et non sur un dicton populaire rassurant mais... faux « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ».



Les dictons populaires sont souvent plein de bon sens. Ainsi, selon Nicolas Hulot, « *mettre tous ses œufs dans le même panier n'est pas une bonne chose* ».

Pourtant, la volonté gouvernementale de passer de 75% à 50% de nucléaire dans notre mix de production d'électricité en lui substituant des productions intermittentes d'électricité (éoliennes et panneaux photovoltaïques) n'améliore pas la situation.

Pire, elle l'aggrave.

Cet argument est un affichage purement médiatique sans souci de mélanger des œufs sains (production pilotable et bon marché) avec des œufs pourris (production aléatoire intermittente et subventionnée).

Une fausse assurance

Même dans le cas d'un défaut générique, comme ce fut le cas pour les anomalies sur des cuves de générateur de vapeur, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ne retient comme hypothèse que l'arrêt d'une dizaine de réacteurs (sur 58) correspondant à une dizaine de gigawatts (GW).

S'il y avait moins de réacteurs en fonctionnement, l'arrêt contraint et rapide d'une dizaine de réacteurs serait encore plus durement ressenti en proportion.

Et si la production nucléaire venait à s'arrêter, dans les deux cas (50% ou 75%) la perte de production serait telle que l'alimentation du pays serait compromise, surtout par une soirée sans vent (et forcément sans soleil).

Durant les 40 années d'histoire du parc nucléaire, les indisponibilités ont été limitées à moins de 10 réacteurs simultanément dans les deux cas les plus graves (une corrosion de couvercles de cuve des réacteurs et des anomalies métallurgiques découvertes sur des pièces forgées).

À partir de ce constat (arrêt total improbable et arrêt provisoire plafonné à 10 réacteurs) l'alimentation en électricité du pays serait-elle mieux garantie avec 50 % de nucléaire qu'avec 75 % ?

De plus :

1. disposer d'une puissance nucléaire importante est un atout bien plus efficace que l'éolien ou le photovoltaïque pour faire face à un nouveau choc pétrolier
2. le risque nucléaire ne sera pas nul tant qu'il restera un réacteur. Il n'y a donc aucune rationalité à baisser de 75 % à 50 % la production nucléaire.

Dans ces conditions, pourquoi se priver des avantages de 75 % de nucléaire ?

Entre deux maux...

Sur les trois accidents graves survenus dans le monde (Three Miles Island, [Tchernobyl](#) et [Fukushima](#)), aucun n'a donné lieu à un arrêt immédiat des parcs nucléaires identiques ou similaires.

Même après l'accident de Fukushima, ce sont les conclusions ultérieures de la Commission d'enquête parlementaire démontrant que [le système de sûreté était défaillant](#) qui ont conduit à l'arrêt du parc nucléaire japonais.

Le redémarrage a dû attendre quelques années la création d'une nouvelle Autorité de sûreté nucléaire, l'établissement d'une réglementation conforme aux normes internationales, et la mise à niveau de toutes les centrales.

Or, cette situation n'est en rien comparable à celle du parc nucléaire français.

Le nucléaire présente un risque d'accident grave, mais avec une probabilité très faible.

En revanche, une pénurie d'électricité aurait avec certitude des conséquences beaucoup plus dramatiques sur les populations, l'économie et l'environnement.

Avec la 2^{ème} génération des réacteurs mis à niveau lors du grand carénage, puis avec la 3^{ème} génération, aucun accident n'entraînera de déplacement durable de population (sauf peut-être quelques heures, par précaution, pour laisser passer le panache d'iode 131).

Il reste à en persuader les décideurs politiques qui n'écourent que leurs électeurs et qui, dans leur grande majorité, ne maîtrisent pas la problématique de la production d'électricité.

L'Allemagne a développé une forte sensibilité antinucléaire [qui pollue toute l'Europe](#), et particulièrement la France. Cette situation est en partie due à la désinformation entretenue par

la puissance industrielle des fabricants d'éoliennes, mais aussi par la nécessité de soutenir les mineurs de charbon qu'il a fallu cajoler en subventionnant l'exploitation de lignite lors de la réunification de l'Allemagne.

Ce pays riche, fortement industrialisé et disposant de tous les moyens humains pour maîtriser la sûreté de son nucléaire, a donc abandonné ce dernier pour des raisons de... politique intérieure.

Des risques certains plus redoutables

De plus, par quoi remplacer la production nucléaire pilotable manquante, seule énergie de masse non émettrice de CO2 ?

Les énergies renouvelables pilotables (hydraulique et biomasse) ayant des capacités d'extension limitées, il ne reste essentiellement que les énergies éolienne et solaire.

Or, elles ne produisent pas en fonction des besoins mais des conditions météorologiques, et elles peuvent être absentes durant de longues périodes hivernales lorsque la demande est maximale.

Ce choix de l'éolien et du solaire photovoltaïque majoritaire induirait au moins quatre risques redoutables :

1) Un risque économique et social.

Une forte augmentation des prix de l'électricité pèsera sur la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat des consommateurs domestiques, avec un risque d'augmentation de la précarité énergétique. Les Allemands et les Danois ont massivement développé ces énergies renouvelables et l'électricité domestique y est deux fois plus chère qu'en France en faisant appel aux moyens pilotables de leurs voisins, dont la France).

2) Un risque d'effondrement du réseau d'électricité.

Un parc éolien et photovoltaïque ne produit rien en l'absence de vent et de soleil. Il faut donc mettre en œuvre rapidement et massivement les moyens disponibles de secours au gaz.

Descendre en-dessous de 58 GW de nucléaire implique de construire de nouveaux moyens de production de pointe fonctionnant au gaz pour assurer la sécurité d'alimentation en électricité du pays lors des pointes hivernales de consommation.

Il est étrange que RTE retienne dans ses analyses une méthodologie « probabiliste » qui détermine une puissance éolienne garantie... dix fois plus élevée que celle retenue par les Allemands ! Est-ce acceptable ?

3) Un risque de pénurie.

Compte tenu de la politique imposée par la Commission européenne, essentiellement fondée sur la « biculture » de l'éolien et du solaire, un risque généralisé de pénurie d'électricité se profile pour toute l'Europe.

La parade « espérée » à ce risque serait le stockage massif d'énergie comportant une part importante de stockage inter-saisonnier. Malheureusement, aux échelles requises pour stocker ne serait-ce qu'une seule journée de consommation du pays, aucune solution économiquement soutenable n'est en vue.

4) Un risque de diminution de la résilience du pays.

Une hausse importante des [prix du pétrole et du gaz](#) favorisera l'usage de l'électricité (produite par quoi ?).

Contrairement aux énergies carbonées, le nucléaire ne sera pas sujet aux risques d'épuisement des ressources avant [plusieurs milliers d'années](#).

La « bonne » part d'électricité d'origine nucléaire doit donc être le résultat d'un arbitrage entre la consommation d'énergies fossiles, la sécurité d'alimentation, le prix pour l'économie et les particuliers, l'indépendance énergétique, et l'emploi. Et cette part optimum dans le mix électrique est certainement au-delà de 75% en France.

Cette décision, doit s'appuyer sur des études d'impact, [notamment économiques](#), car elle aura des conséquences majeures sur l'avenir énergétique de la France et sur le mode de vie des Français.

L'alimentation de la nation en électricité doit reposer sur des bases rationnelles, et non sur un dicton populaire rassurant mais... faux « *ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier* ».

[Jean Jouzel : "Il y a un risque qu'il ne soit trop tard pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique"](#)

Par [Tara Schlegel](#) et [Eric Chaverou](#) 25.07.2018 [FranceCulture.fr](#)

Entretien | Canicule en France, en Suède ou au Japon, avec des records de chaleur dans le monde entier et des incendies meurtriers. "Le réchauffement climatique est bien là", explique le climatologue Jean Jouzel, qui détaille son mécanisme et son évolution.



Incendie à Kineta, près d'Athènes, le 24 juillet 2018. La Grèce n'avait pas connu autant de victimes (80 morts, au moins 187 blessés) depuis 2007 • Crédits : Valérie Gache - AFP

Un record absolu de chaleur a été battu en Suède, près du cercle polaire, à Kvikkjokk, le 17 juillet dernier avec 32.5°C ! Plus largement, la Scandinavie vit des températures inédites et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) prévoit des températures supérieures à la normale jusqu'à début août, de l'Irlande aux pays Baltes, en passant par la Scandinavie. La canicule a aussi investi le Japon, la Grèce, la Sibérie ou Los Angeles, avec des dizaines de morts, notamment liées à des incendies géants. En décembre dernier, pour la première fois, une étude publiée dans le "[Bulletin of the American Meteorological Society](#)" concluait que le

réchauffement était le seul responsable du record de chaleur global pour 2016 et d'une canicule extrême en Asie.

Climatologue et glaciologue, ancien vice Président du groupe scientifique du GIEC, [Jean Jouzel](#) revient sur les causes de ce réchauffement climatique et ce que l'on peut en attendre.

Etes-vous surpris par l'ampleur de ces incendies ?

Non. C'est malheureusement ce qui est envisagé en cas de réchauffement climatique et le réchauffement climatique est bien là. Dans le cas de la Grèce, ce sont des périodes de sécheresse autour de la Méditerranée, avec on l'a vu, malheureusement, pas mal de morts. Et c'est une situation assez exceptionnelle dans le Grand Nord, en Scandinavie. Mais elle va normalement devenir de plus en plus fréquente.

On est vraiment dans le contexte du réchauffement climatique lié aux activités humaines, et ces événements – feux de forêts en Europe et décès liés aux canicules - vont se multiplier.

Dans le Nord de l'Europe, les températures sont inégalées. Comment cela peut-il s'expliquer ?

Oui, ce sont des records. Des températures qui vont au-delà de 30 degrés, voire 35 degrés, au Nord du cercle polaire sont inédites dans ces régions. C'est lié à un système de hautes pressions qui se maintient et qui risque de se maintenir jusqu'à la fin de ce mois. S'y ajoute une période de sécheresse extrêmement longue. Nous avons donc tous les ingrédients pour des feux de forêts. En plus, ces pays ne sont pas du tout préparés aux incendies.

Il faut voir aussi que le réchauffement climatique en Scandinavie est en moyenne deux fois plus rapide qu'il ne l'est à l'échelle de la planète. Il y a donc une amplification des températures dans les hautes latitudes nord qui est très visible depuis un siècle et qui va se poursuivre.

Cela est lié en particulier à la fonte des glaces de mer et des surfaces enneigées. Il y a moins de zones enneigées actuellement qu'il y a trente, quarante, cinquante ans. Or ces surfaces ont la propriété de renvoyer une large partie du rayonnement solaire vers l'atmosphère. Ce n'est pas le cas des zones de forêts, de toundra ou de l'océan libre qui ont remplacé la neige. Elles absorbent au contraire largement la chaleur et les rayonnements solaires. Cela explique en partie le fait que les températures augmentent deux fois plus rapidement dans les régions de l'Arctique qu'elles n'augmentent en moyenne globale.

Ces zones de hautes pressions qui stagnent sur la Scandinavie sont conjoncturelles, mais sommes-nous aussi face à un phénomène de long terme ?

C'est effectivement la question. Tout le problème est de savoir si ces zones de haute pression sont liées au réchauffement climatique global. D'après les météorologues, elles devraient se prolonger toute la semaine. En tous cas, elles s'inscrivent dans un réchauffement climatique que nous décrivons depuis longtemps.

A l'échelle planétaire, 2018 est la troisième année la plus chaude que nous ayons connue, après 2016 et 2017. On reste bien dans un contexte de réchauffement global avec des records qui sont battus. Et cela va devenir de plus en plus fréquent dans le monde, à mesure que le réchauffement climatique va se mettre en place.

Il va falloir s'y habituer. C'est ce que nous disons, nous, climatologues depuis trente ans. Par exemple en France, même d'ici 2025, on aura des températures record de 2 à 3 degrés plus

chaudes qu'elles ne le sont actuellement. Aujourd'hui, les températures record tournent autour de 42, 43 degrés en France. A l'échelle d'une dizaine d'années, elles pourraient arriver à 45 degrés. Et si le réchauffement climatique n'était pas maîtrisé, on pourrait aller au-delà de 50 voire 55 degrés dans certaines régions de l'Hexagone, dès la deuxième moitié de ce siècle.

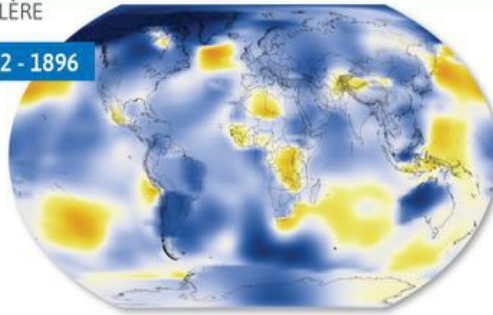
Et en Europe, si rien n'est fait pour lutter contre le réchauffement climatique, pratiquement deux tiers des habitants auront à faire face à des extrêmes climatiques. En cas de réchauffement non maîtrisé, il risque d'y avoir d'ici la deuxième moitié du siècle, 50 fois plus de décès liés aux catastrophes climatiques qu'actuellement. Aujourd'hui, on déplore 3 000 décès par an, on risque d'avoir 150 000 décès par an, en Europe, liés essentiellement aux périodes de canicule.

On a ce sentiment que l'Europe est un continent moins vulnérable que d'autres, ce qui est bien le cas. Mais l'Europe est quand même très vulnérable au réchauffement climatique. On le vit actuellement avec le problème de ces feux de forêts très importants. Ces risques vont aller en s'amplifiant. Ce sont des choses que nous répétons continuellement, depuis vingt ans, trente ans. Mais il faut vraiment que les gens aient à faire face à ces difficultés pour qu'ils en prennent conscience. Et malheureusement, il y a un risque qu'il ne soit trop tard pour lutter contre le réchauffement climatique de façon efficace. C'est aussi très clair. On rentre dans un autre monde, c'est maintenant qu'il faut agir.

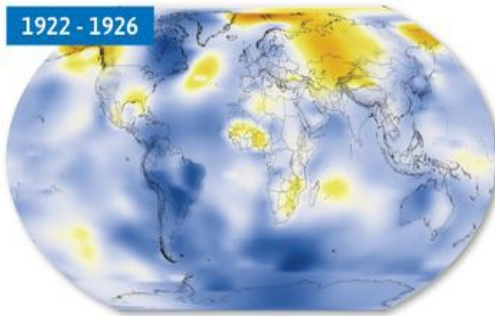
Anomalies de la température globale à la surface du globe (en moyenne pour les années indiquées), par rapport à la moyenne des températures du milieu du XX^e siècle.



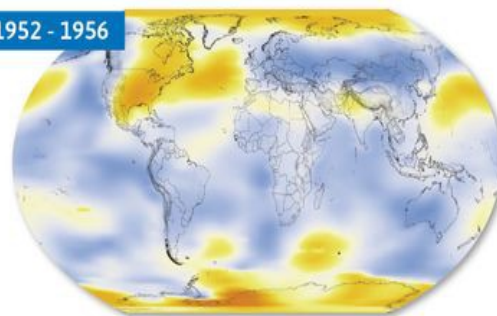
1892 - 1896



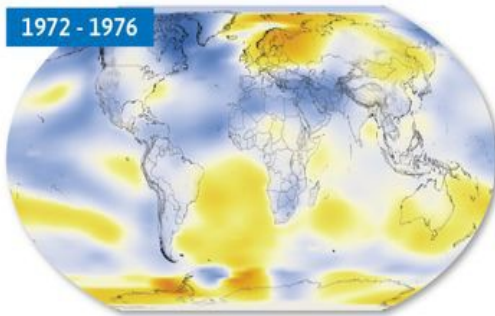
1922 - 1926



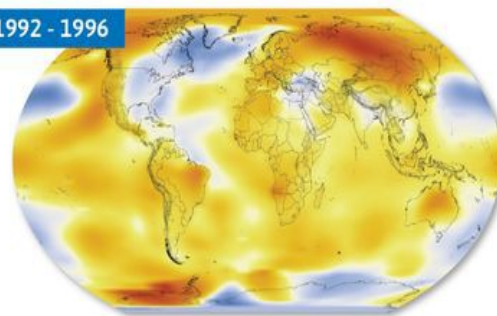
1952 - 1956



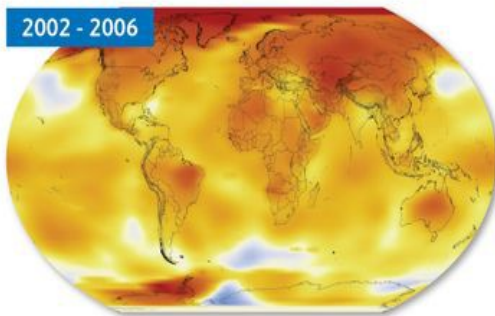
1972 - 1976



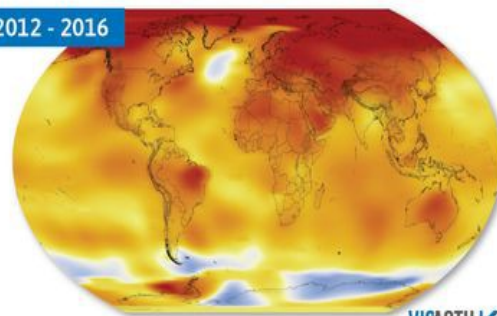
1992 - 1996



2002 - 2006



2012 - 2016



Source : NASA / Goddard Space Flight Center Studio de visualisation scientifique / Robert B. Schmunk (NASA / GSFC GISS).

VISACTU

•Crédits : Visactu

Sommes-nous entrés dans la phase d'emballlement du réchauffement climatique qui est très redoutée ?

Non. Ce qui se produit en Europe actuellement est dans la ligne de ce qu'on anticipe. Il n'y a pas de déraillement du train, et on en est bien loin. Le problème est que même sans être sortis des clous en matière de climat, la montée normale des températures que l'on envisage se traduit forcément par des extrêmes plus extrêmes et en particulier des vagues de chaleur qui deviennent de plus en plus fortes. Cette année, c'est en Europe. En 2010, c'était plutôt en Russie. On battra de plus en plus fréquemment des records, c'est inhérent au réchauffement moyen des températures.

Tout ce réchauffement est-il attribuable aux gaz à effet de serre ?

L'essentiel de ce réchauffement est attribué aux activités humaines. En premier lieu, notre utilisation de combustible fossile, qui dégage du gaz carbonique – premier contributeur à l'augmentation de l'effet de serre. Les activités agricoles contribuent aussi aux émissions de méthane et de protoxyde d'azote. Mais pour 80%, il s'agit des gaz carboniques qui sont liés à notre utilisation du pétrole et du gaz. Et, si nous voulons être en mesure de tenir l'objectif de l'accord de Paris, il faut aller très rapidement vers une transition énergétique qui nous amène vers une société bas carbone.

Il faut voir que nous sommes partis pour des réchauffements de 3 degrés et demi en moyenne globale, donc des étés de plus en plus chauds et des décès de plus en plus importants, y compris en Europe. Il faut prendre la mesure de ces projections qui sont à la disposition de tous les citoyens et de tous les médias. Mais ce sont des choses, je le répète, que l'on dit depuis trente, quarante ans.

Notre pays ne semble pas tenir ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Oui, la France s'est fixée comme objectif de diminuer ses émissions polluantes de 20% en 2020 et de 40% en 2030. Or si l'on regarde 2017, les émissions ont augmenté de 3% par rapport à l'année précédente. Nous ne sommes pas du tout sur la trajectoire dans laquelle un pays comme le nôtre devrait s'inscrire. Alors que nous sommes – à travers l'accord de Paris – aux avant-postes de la lutte contre le réchauffement climatique.

Climat : si le réchauffement dépasse 2°C

La limite de 2°C : si elle est dépassée, les rétroactions risquent d'être incontrôlables

EFFET ALBÉDO (facteur de réflexion)

La glace (entre autres) reflète les rayons du soleil



La mer se réchauffe la glace fond
La mer sombre les absorbe
L'eau plus sombre se réchauffe encore plus

DÉGEL DU PERMAFROST

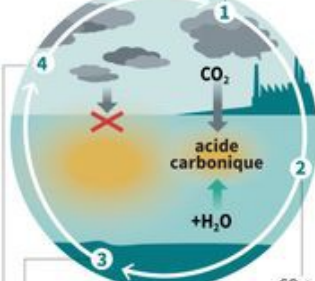
Dégel** Rejets de méthane (CH₄) et CO₂



CO₂ et CH₄ s'accumulent dans l'atmosphère
Le réchauffement s'accélère
Le permafrost fond encore plus

ACIDIFICATION DES OCÉANS

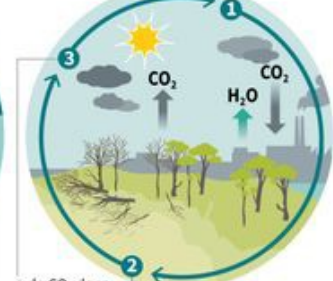
Les océans absorbent du CO₂



Plus l'océan est acide moins il peut absorber de CO₂
Plus de CO₂ stagne dans l'atmosphère
Le réchauffement s'accélère

DÉFORESTATION

Les arbres qui croissent absorbent du CO₂ et rejettent de l'eau



+ de CO₂ dans l'atmosphère
Le réchauffement s'accélère
Quand les arbres sont détruits (feu, sécheresse) ils émettent du CO₂ mais pas d'eau
Moins de pluie = plus de sécheresse et d'incendies

Sources : IPCC, NASA, NOAA, ONU

**Aujourd'hui 25% des terres de l'hémisphère nord sont constamment gelées

© AFP

Crédits : Sophie Ramis, Kun Tian, Gillian Handyside, Iris de Véricourt - AFP

Le déclin des principaux champs de pétrole de schiste aux États-Unis atteint un nouveau record Un demi million de barils en moins par jour

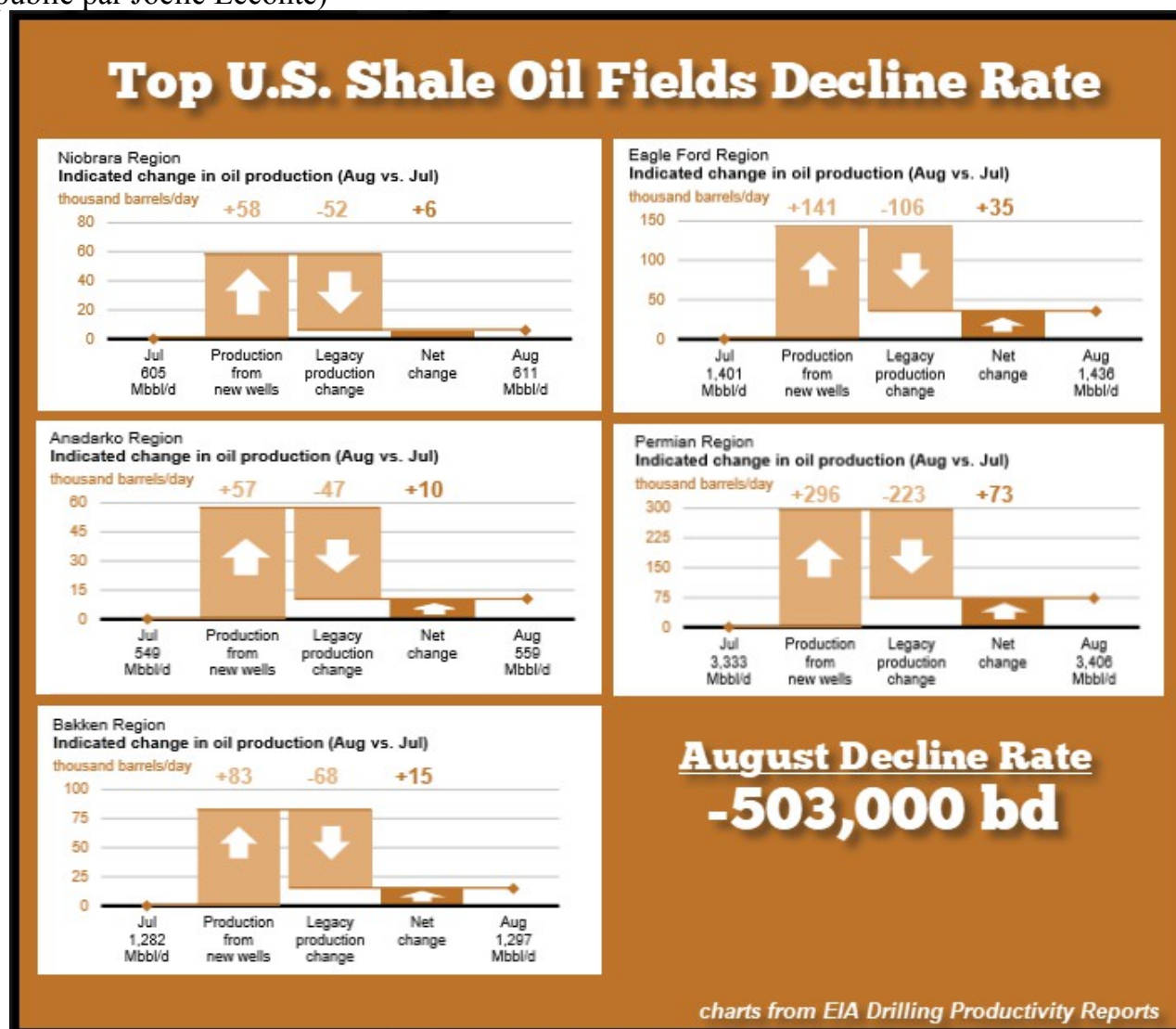
Jean-Marc Jancovici 26 juillet 2018

"Alors que les États-Unis ont atteint un nouveau record de 11 millions de barils de pétrole par jour la semaine dernière, les cinq principaux champs de pétrole de schiste ont également connu le taux de déclin mensuel le plus élevé jamais enregistré. C'est une mauvaise nouvelle pour l'industrie américaine du gaz de schiste, car elle doit produire de plus en plus de pétrole chaque mois, pour empêcher la production de pétrole de tomber.

Selon le plus récent rapport sur la productivité des forages de l'AIE, les cinq plus grands taux mensuels de baisse du pétrole dans les champs de schiste des États-Unis devraient dépasser un demi-million de barils par jour en août. Ainsi, les entreprises devront produire au moins 500 000 barils de pétrole nouveau le mois prochain pour maintenir la production constante.

Rapport de l'AIE : <https://www.eia.gov/petroleum/drilling/pdf/dpr-full.pdf>

(publié par Joëlle Leconte)



Source : <https://srsroccoreport.com/top-u-s-shale-oil-fields-declin.../>

Jean-Marc Jancovici : « La tech est peut-être smart, mais sûrement pas verte ! »

26/07/2018 - par [emmanuel Gavard Strategies.fr/](http://emmanuel.gavard@strategies.fr)

Jean-Marc Jancovici, président de The Shift Project, revient sur la consommation énergétique du numérique.



Avec votre think tank, le Shift Project, vous venez de publier une première mouture d'un rapport sur l'impact environnementale du numérique. Elle n'est pas bonne ?

Oui ! On a beau se vanter d'être une société technologiquement avancée, nous restons primaires et rustiques. La tech est souvent vue comme une bonne idée, car elle demande de l'intelligence. On met le mot « smart » partout, d'ailleurs. C'est une association qui s'est faite insidieusement : penser que la [tech va résoudre tous les problèmes, y compris le problème climatique](#). Mais on confond performance technique et capacité à résoudre un problème global. En réalité, tout le monde « dématérialisé » est une chimère. Dans le rapport, nous avons tenté d'avoir une approche globale, en regardant l'impact du numérique sur les énergies fossiles et les matériaux. Écrans de télé, smartphones... on a regardé la part de [l'énergie totale consommée dans le monde](#) avec ces nouveaux outils. Au total, l'essentiel de la consommation énergétique du numérique se situe dans la fabrication. On parle souvent de l'énergie pour faire tourner les serveurs de Google mais ce n'en est qu'une petite partie. Par exemple, pour un smartphone, 80 % de la consommation énergétique a lieu avant son achat.

Et au total, cela fait beaucoup ?

Au total, on estime que l'empreinte carbone du numérique correspond à 2 % des émissions mondiales. Soit autant que l'émission carbonée des avions ou des bateaux sur la planète. Mais personnellement, j'irais même plus loin : si l'on supprime tout le numérique demain matin, le monde s'effondre. Les banques ne fonctionnent plus, et plus aucun avion ne décolle... Donc, dans le système économique mondial, le numérique est un inducteur d'émission. Il pollue de manière indirecte, et permet tous les autres types de pollution. Tout cela pour dire que la tech est peut-être smart, mais elle n'est sûrement pas verte !

Mais la tech pourra s'améliorer et réduire la consommation énergétique ?

Pour le moment ce n'est pas du tout le chemin qu'elle prend. Le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique sur les 50 dernières années était de 0,8 % par an. Mais sur les 15 dernières années, elle est moins élevée, à 0,5 % par an. Toutes les améliorations sont à la marge, et très faibles. En réalité, on compte beaucoup d'effets rebonds, à chaque avancée. Vous faites des batteries plus performantes, mais qui vous permettent d'utiliser des applications plus énergivores. Donc on les recharge autant qu'avant. Et lorsqu'on regarde la progression attendue du numérique, on ne peut que s'inquiéter pour la suite. On aura beaucoup de mal à conserver

cette progression du numérique et les principes des accords de Paris de la Cop21.

D'ici 15 ans, une élévation des océans de 30 cm va mettre fin à Internet

Conception Alvarez 26 juillet 2018 NovEthic.fr

[journaliste très médiocre, mais sujet intéressant]

Des chercheurs ont mesuré l'impact du changement climatique sur Internet. Ils ont découvert que, d'ici quinze ans, plusieurs villes côtières américaines, telles que New York, Miami ou Los Angeles, pourraient se retrouver sans réseau. Les câbles de fibre optique et les centres de maintenance seraient complètement inondés, sous l'effet de la montée des eaux.



Plus de 6 000 kilomètres de câbles pourraient se retrouver immergés. @Pixabay

Plus d'Internet d'ici 15 ans ? C'est le scénario catastrophe que dressent dans une nouvelle étude (1) des chercheurs de l'université de l'Oregon et du Wisconsin, aux États-Unis. Ils ont superposé la carte des infrastructures physiques d'Internet (L'Atlas de l'Internet) et la carte de l'élévation du niveau de la mer de l'Administration nationale océanique et atmosphérique.

Résultat : un certain nombre de villes côtières telles que New York, Miami, Seattle ou encore Los Angeles seraient immergées dès 2030 et avec elles, quelque 6 000 kilomètres de câbles de fibre optique et plus d'un millier de centres de maintenance.

"Nous devons commencer à travailler sur tous les efforts d'atténuation dès aujourd'hui", alerte Ramakrishnan Durairajan, l'un des co-auteurs de l'étude. *"Nous pensons que nous aurions plus de cinquante années pour nous adapter, mais ce n'est pas le cas"* prévient également Paul Barford, l'un de ses collègues.

Des infrastructures non étanches

Ces infrastructures ont été construites sous terre le long du littoral il y a une vingtaine d'années, sans que les risques liés au changement climatique n'aient été anticipés. Si elles sont résistantes à l'eau, elles ne sont en revanche pas étanches et n'ont pas été conçues pour être immergées de façon permanente.

D'ores et déjà, plusieurs événements extrêmes ont perturbé les connexions, lors de la tempête Sandy à New York, inondant les centres de télécommunications ou lors du passage de l'ouragan Irma en Floride. En 2015, le deuxième plus grand fournisseur d'accès Internet en Australie a dû éteindre ses serveurs après une panne de ses deux systèmes de refroidissement pendant une vague de chaleur.

Selon les dernières estimations, le niveau des océans pourrait grimper de plus de 60 centimètres d'ici 2100. Le rythme actuel est compris entre 3 et 4 millimètres par an. C'est cinq à six fois plus que lors des deux derniers millénaires. Et en vingt-cinq ans, les flots ont déjà crû de 7 cm.

L'espoir et le changement sont à portée de main

Par James Howard Kunstler – Le 13 juillet 2018 – Source kunstler.com

Il semble injuste que le polymathe Elon Musk, personnage sérieux, se ruine dans le secteur des voitures électriques alors que Kylie Jenner devient milliardaire à l'âge de 20 ans en exhibant ses lèvres pulpeuses, écarlates et brillantes sur Snapchat, mais c'est ainsi que le rêve américain consume les derniers jours de l'empire.

Peut-être la leçon ici pour vous tous, aspirants à un MBA [diplôme prestigieux d'administration des affaires, NdT], est-elle que M. Musk pourrait employer ses usines à fabriquer du rouge à lèvres plutôt que des voitures. Bien sûr, pour commercialiser avec succès sa nouvelle ligne de cosmétiques sur les réseaux sociaux, Elon pourrait envisager une chirurgie de « réaffectation » sexuelle – à moins de convaincre les américains via Facebook et Twitter, que la chirurgie des lèvres stimule presque autant l'estime masculine de soi que l'achat d'une camionnette Ford F-450, et cela pour une ridicule fraction du prix.

Ceci soulève une question intéressante : si la caractéristique personnelle la plus attrayante du président Donald Trump est sa magnifique chevelure dorée, pourquoi lui (ou sa famille) n'abandonnerait-il pas le business emmerdant de l'hôtellerie, avec tous ses immeubles et ses problèmes d'entretien et de draps sales, pour s'occuper seulement de vendre des shampooings ? Il est manifestement doué pour le marketing par Twitter et obtient, pour sa personne, de bons résultats de reconnaissance de marque au niveau mondial.

Ce qui soulève encore un certain nombre d'autres questions majeures sur le bon fonctionnement de l'économie américaine. Par exemple, des millions d'Américains, en particulier de la génération de Kylie J., gaspillent leur vie à s'éreinter (travailler ?) autour des friteuses de Mac Do dans tout le pays pour des salaires de misère alors qu'ils pourraient faire des milliards en créant des entreprises de fabrication de cosmétiques. Après tout, si vous voulez vraiment réussir sur cette terre, ne devez-vous pas d'abord vous sentir comblé et le montrer ? Peut-être que c'est tout ce dont vous avez vraiment besoin ... oubliez toutes ces usines chiantes avec leurs problèmes de montage, d'emballage et d'expédition. Faites en sorte que l'Amérique se sente bien dans sa peau, en commençant par la personne la plus importante du décor : **VOUS** !

Seulement deux obstacles se dressent sur le chemin : les tatouages et le lard. Au rythme où nos concitoyens se parent de messages autobiographiques tatoués, ils voudront de moins en moins

recouvrir ces messages personnels avec des produits de maquillage poisseux. Et l'augmentation impitoyable du volume des corps implique une augmentation concomitante des superficies épidermiques disponibles pour ces messages personnels – alors peut-être que l'industrie du tatouage sera à la base de l'économie américaine, pas les voitures électriques et les voyages sur Mars [d'Elon Musk, NdT]. Pensez juste à tous ces magasins vides et mornes des centres commerciaux qui n'aspirent qu'à devenir des lieux de tatouage ! Je peux me tromper à ce sujet, mais je n'ai pas entendu parler de milliardaires dans le business du tatouage ... pour le moment. Qui osera être le premier ? (Encore un autre Kardashian ?).

Avec le frère aîné de Kim Kardashian-West, envisageant une course à la Maison-Blanche en 2024, la nation peut finalement mettre de côté le modèle d'affaires obsolète des manufactures chiantes et se concentrer sur les questions plus importantes de toilettage personnel, de marque, de réseautage, et tirer parti des vœux insatisfaits des innombrables sous-tatoués dans une économie encore une fois en mouvement [great again, NdT] ! Imaginez l'effet qu'aura le futur président Kim K-W sur Vladimir Poutine, devenu alors l'ancien monstre-de-l'est, à l'occasion de leur premier sommet. Nous n'aurons plus de problèmes d'élection avec ces voyous du Kremlin. Peut-être que le couple enfourchera des chevaux, ensemble et torse nu, dans une exhibition étonnante de glasnost et de coopération internationale.

Ne désespérez pas, lecteurs, compatriotes américains, et qui que ce soit d'autre qui pourrait m'espionner à partir des officines de la NSA. L'espoir et le changement sont finalement imminents, pour de vrai. Deux cents ans de piochage dans les mines de charbon, de sueurs sur les chaînes de montage et de travaux sur les quais de chargement arrivent à leur terme. La singularité est presque à portée de main – et étonnamment pas celle que [Ray Kurzweil](#) a ordonnée. Qui a besoin de super-intelligence polymorphique orgasmique, dans tous les univers parallèles au-delà de la fin des temps, quand on peut atteindre la notoriété suprême, ici dans ce meilleur des mondes possibles ? Kylie J., allez, roulez ma fille !

Le futur du développement durable, le chaos économique

Michel Sourrouille, Biosphere, 27 juillet 2018

Directeur du Programme des Nations unies pour le développement, Achim Steiner, dénonce l'inertie des systèmes politiques : « *Avec le changement climatique, nous avons un délai très court pour avancer sur la « décarbonation » de nos économies. Les émissions de gaz à effet de serre n'ont pas diminué et l'économie mondiale continue comme avant, dans le domaine des transports, des énergies... Autant de secteurs dans lesquels la question des émissions de carbone restent essentielles. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a encore constaté, dans son dernier rapport, que l'on avait quasiment dépassé le point de non-retour dans la limitation à 2 °C du réchauffement. Mais cette perspective n'est pas au centre de nos préoccupations. La conscience de l'urgence d'agir n'est pas claire. La situation internationale est plus volatile qu'il y a quinze, vingt ans. Nous vivons une époque dans laquelle les conflits, les guerres, entre pays et à l'intérieur d'un même pays sont à un niveau élevé, avec le terrorisme aussi. La violence au Mali, au Sahel marque l'échec du développement. Le nombre de réfugiés ne va cesser de croître avec le réchauffement climatique. La machine onusienne est grippée et Donald Trump montre qu'on peut s'affranchir du collectif sur le développement ou le climat... » (LE MONDE du 17 juillet 2018, Développement durable : « Nous avons encore le choix de changer la trajectoire »)*

Achim Steiner, bien placé pour savoir ce qui se passe au niveau mondial, nous dit que nous courrons au désastre, mais nous préférons accélérer... C'est le signe de l'impuissance internationale à nous mener sur les voies d'un futur acceptable.

Un futur avec encore plus de déchets nucléaires ?

Chaque année, un Français produit, en volume de déchets radioactifs, l'équivalent d'une demi-brique de lait. Sur cette quantité, une cuillerée à café est composée de produits de haute activité ou à vie longue. Mais les images ont peu à voir avec la préparation d'un café au lait. Fin 2016, la France était à la tête d'un stock de 1,54 million de mètres cubes de déchets radioactifs, soit 85 000 m³ de plus que fin 2015. Ils proviennent en majorité (près de 60 %) du parc nucléaire, mais aussi des activités de recherche (27 %) et de la défense nationale (9 %), le reste étant issu d'autres industries (comme l'électronique utilisatrice de terres rares), ainsi que du secteur médical. Au terme du fonctionnement et du démantèlement du parc actuel, le volume des déchets radioactifs aura été multiplié par trois ou par quatre. (LE MONDE économie du 13 juillet 2018, *La France a déjà un stock de 1,5 million de mètres cubes de déchets radioactif*)

Notre volonté de confier notre destin à la fée électricité sans penser en termes d'économie circulaire (zéro déchets du berceau à la tombe) est le signe évident de l'impuissance française à nous mener sur les voies d'un futur acceptable...

ENERGIE, QUAND TU NOUS QUITTES...

25 Juillet 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Orlov a obturé une partie de son expérience dans la fin de l'URSS. L'ensemble post-soviétique est aussi un ensemble dont la consommation énergétique a chuté. D'abord, parce qu'il y a eu plus d'efficacité, mais aussi, une chute de population.

Rien que pour le pétrole, la consommation de l'ensemble URSS est revenu de 600 millions de tonnes par an à 400. Ce qui suffit à en refaire un géant de l'exportation.

Mais il n'y a, pour l'occident, aucune voie de sortie pareille. Parce qu'aucune autre partie du monde ne pourra la soutenir.

Le canari dans la mine, c'est l'EPR qui n'en finit pas de mourir. Le coût vient de passer à 10.9 milliards et encore, un énième retard. On départ on parlait de 3 milliards et d'une exploitation en 2012...

Globalement, les investissements, au niveau mondial, ont baissé en 2017 de 2 %. On n'est donc pas loin, du tout, de la crise.

" En 2017, les investissements mondiaux dans l'énergie ont principalement diminué en raison de la baisse des investissements dans les centrales électriques renouvelables (- 7% par rapport à 2016, baisse liée en partie à la chute des coûts), à charbon (- 13%), et nucléaires (- 44%). "

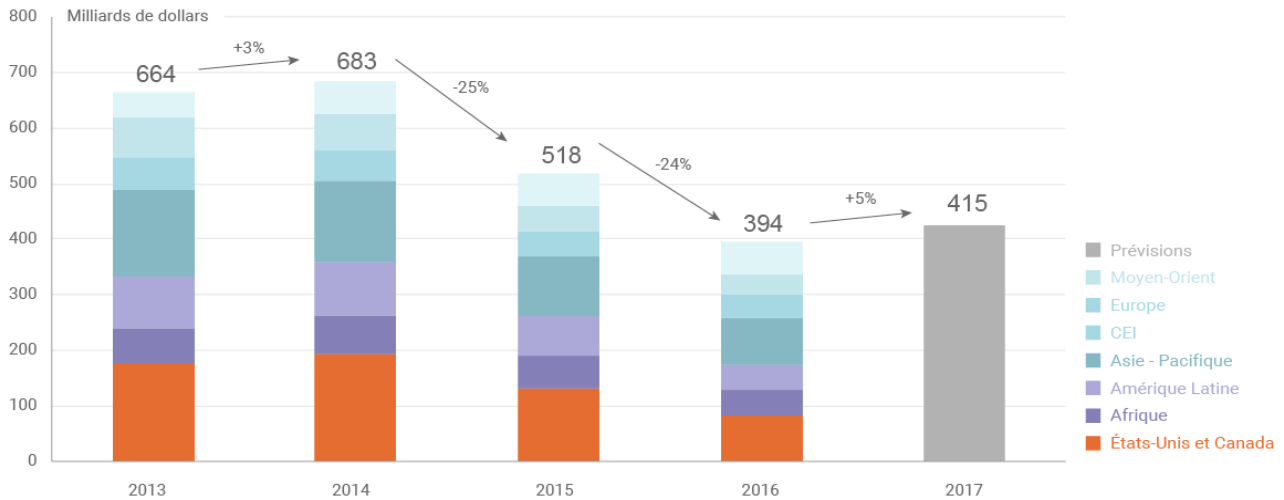
Côté "plus", on a le secteur « oil and gas » (716 milliards de dollars d'investissements en 2017) et l'efficacité énergétique (235 G\$).

En réalité, le côté efficacité brille par son caractère anti-système. Si tout le monde s'y met, on

accélère la crise d'effondrement. C'est comme le coup du bitume. Si on n'en produit pas assez, on ne peut plus entretenir le réseau.

En même temps, si le [regain du secteur](#) pétrolier, est là, c'est surtout en stockage et en aval. Pas en amont et en production, ou si peu. Le côté négatif c'est que c'est le recul partout dans le monde, sauf USA et Chine, et que les USA, c'est dans le schiste.

Pétrole & Gaz : évolution des investissements mondiaux en exploration-production



Rappelons que le [schiste](#) est un aspirateur à \$, et consomme son bon milliard/jour.

[En France](#), on espère la transition énergétique. Mais visiblement, les français sont tels soeur Anne...

[Petit rappel](#) d'un texte de Gail Tverberg, sur 2017.

[Le mythe de la Tech verte](#)

26/07/2018 - par [emmanuel Gavard](#) [Strategies.fr](#)

Entre fabrication, consommation d'énergie et métaux rares, le monde de la tech n'a rien de la dématérialisation qu'elle promet. Certains questionnent sa viabilité à long terme et prônent une « sobriété » numérique. Le catastrophisme a-t-il vraiment raison d'être ?



© Wan Shanchao/AFP

Jusqu'ici, tout va bien... en apparence ! La transition numérique bat son plein. On revoit les organisations, on change les modes de travail, de pensée, et l'on met tout en œuvre pour s'adapter le plus rapidement possible à la révolution technologique en cours. Mais derrière ce tableau idyllique, des scientifiques s'inquiètent : le monde du tout-connecté, avec des robots dans tous les coins est-il si réaliste ?

Le 29 mars dernier, le think tank « The Shift Project », qui réfléchit au changement climatique, a publié la première mouture d'un rapport sur l'impact environnemental du numérique. Intitulé « *Lean ICT, pour une sobriété numérique* », soutenu par l'Agence française de développement et la Caisse des dépôts, le rapport pose clairement la question de sa viabilité à long terme, dans sa forme actuelle. Le premier souci vient de la consommation énergétique du numérique ([voir entretien](#)).

Le groupe de réflexion a analysé le bilan carbone des smartphones, data centers etc., en excluant les systèmes « embarqués » (voitures connectées) et industriels. Ce qui n'empêche pas les chiffres d'être astronomiques ! Résultat : la consommation énergétique du numérique dans le monde augmente d'environ 8,5 % par an. Et sa part dans la consommation finale d'énergie mondiale – en augmentation de 1,5 % par an – augmentera de 50 % entre 2013 et 2020. Ainsi, la part d'émission de gaz à effet de serre due au numérique passerait de 2 % en 2013 à 3 % en 2020. « *Soit plus que celle émise par les avions ou les bateaux* », précise Jean-Marc Jancovici, président du conseil d'administration du Think Tank, et cofondateur du cabinet de conseil Carbone 4. Vert, le numérique ? Les vidéos de chats ne font pas que réchauffer les cœurs, elles œuvrent en grande partie au réchauffement de la planète.

Une fabrication énergivore

L'origine de cette pollution ? La fabrication des appareils high-tech, d'abord. « *Pour un smartphone, 90% de la consommation énergétique totale se fait avant l'achat* », précise Jean-Marc Jancovici. Pour les télévisions connectées, elle est de 60 %, et de plus de 80 % pour un ordinateur portable. « *À titre de comparaison, rapporté à la masse, produire un gramme de smartphone demande 70 fois plus d'énergie que produire un gramme de voiture à essence* » indique le rapport. Ainsi, espérer de la technologie qu'elle réduise notre consommation d'énergie est une douce illusion. « *Les gains que vous faites en utilisant les technologies numériques resteront toujours à la marge*, argue Jean-Marc Jancovici. *Lorsque l'on regarde les deux dernières décennies, le numérique n'a en rien réduit la consommation énergétique* ». D'autant plus à cause des « effets rebonds », sortes de dommages collatéraux. Par exemple, si une voiture consomme moins, on s'autorise à faire plus de kilomètres. Idem, nos batteries plus performantes ne permettent pas de moins recharger nos téléphones, mais d'avoir de meilleurs appareils photos ou davantage d'applications ouvertes, ce qui annule l'effet de départ. Et cette dépense énergétique n'est pas près de s'arrêter. Selon Gartner, du fait de l'IoT, le nombre d'interfaces numériques augmentera de 55 % entre 2017 et 2020, pour passer de 8,4 milliards à 20 milliards.

Les usages aussi sont de plus en plus gourmands. Avec le big data, les volumes de données stockées dans le cloud progressent de 40 % par an. Quant au « trafic » de données sur les réseaux télécoms, il devrait doubler d'ici 2021 selon Cisco, à plus de 250 exabits par mois, notamment du fait... des vidéos en ligne. Matériel électronique, kilomètres de câbles, les besoins vont exploser... et avec eux, l'énergie nécessaire pour leur fabrication. Il pourrait

même y avoir un problème de taille : en 2020, les 67 zettaoctets (soit 67 000 milliards de gigaoctets) de volume de données stockées dans les data centers seraient 35 fois plus importants que la capacité prévue !

Épuisement des stocks

Autre sujet qui inquiète les chercheurs : les matières premières. Le numérique, loin d'être dématérialisé, nécessite bon nombre de métaux, dont les réserves ne sont pas illimitées. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus difficiles d'accès et nécessitent toujours plus d'énergie pour les extraire. Hormis le fer et l'aluminium que l'on trouve en abondance, beaucoup de métaux disparaîtront (Indium, Gallium, Germanium...). « *Cette situation fragilisera le développement des usages numériques, mais pourrait porter atteinte à la résilience de nos sociétés numériques* », estime le rapport du Shift Project. Et la solution du recyclage ? « *Très compliquée, car pour l'essentiel ce sont des mélanges de plein de petits métaux. Les séparer demande beaucoup d'énergie pour récupérer de très petites quantités* », explique Jean-Marc Jancovici.

Ce problème questionnerait même les énergies renouvelables. Le photovoltaïque ou l'éolien « *sans remettre en cause nos exigences en termes de continuité de services, demandera de relier des milliers d'éoliennes, de construire des smart grids [réseaux électriques intelligents] [...], un tel système serait basé sur de nombreux équipements high tech bourrés d'électronique et de métaux rares* », selon Philippe Bihouix, cité dans le livre *Extractivisme* d'Anna Bednik. L'avenir tout en tech est dans une impasse selon lui. Sans parler des conséquences géopolitiques inquiétantes quand on sait que certains pays, comme la Chine, détiennent 90 % des ressources de certains matériaux.

« *La prise de conscience globale des acteurs de la tech se situe dans la moyenne de la population, estime Vincent Maillard, ancien d'EDF et fondateur de la start-up Plüm Energie. Donc on sait qu'on va dans le mur si l'on ne fait rien, mais c'est tout* ». S'il ne croit pas à un futur tout en tech, il ne croit pas non plus à l'inverse, c'est-à-dire un effondrement technologique. Mais il est convaincu qu'un changement de paradigme est nécessaire : « *On va devoir passer d'un monde où la production s'adaptait à la consommation, à un monde où ce sera à la consommation de s'adapter à la production. De cet argument à la « sobriété » numérique, il n'y a qu'un pas. Le secteur se réveillerait-il ? Le 19 juin, commencera la première International Cleantech Week, à Annecy. Un salon spécialisé dans les énergies vertes, organisé par l'association 5ème Élément. On y retrouve certaines jeunes pousses qui ont conscience du problème. Plastic Odyssey, par exemple, cherche à recycler le plastique pour en faire du carburant, directement sur des bateaux, pour les faire avancer. Au digital, Simon Bernard, cofondateur de Plastic Odyssey, préfère la low tech. « Nous n'avons utilisé des outils numériques que pour le développement » précise-t-il. À bord du bateau : aucun système digital. « Ces questionnements commencent à poindre dans la nouvelle génération », estime Nathalie Vincent, présidente de 5ème Element.*

« Phagocytés par la gauche »

Pour autant, tout le monde n'est pas convaincu de ces points de vues alarmistes. Selon Laurent Alexandre, le spécialiste français de l'intelligence artificielle et auteur de *La guerre des intelligences*, best-seller influent dans le monde de la tech, tout cela n'est qu'une surdose de

négalisme et un problème de méthode. « *Dans ces raisonnements, on ne procède que par itération, en continuant les courbes de consommation. Mais on ne prend pas en compte le fait que les technologies créent des ruptures* », avance-t-il. En libéraliste assumé, il évacue les raisonnements scientifiques en estimant que « *le marché trouvera les réponses nécessaires à tout ces problèmes. Nous sommes dans une phase où l'on a besoin de multiplier les canaux numériques, pour nourrir et faire apprendre les intelligences artificielles. Mais ce n'est qu'une phase. Les intelligences nous permettront ensuite de travailler à ces questions.* » Les matières premières ? « *Nous irons dans l'espace en chercher* », avance-t-il. Et il n'hésite pas à tacler la communauté scientifique « *phagocytée par la gauche et l'extrême gauche, partisans de la décroissance* » Et s'il s'inquiète, c'est surtout du fait que ces questionnements poussent à l'immobilisme « *et aggravent notre dépendance numérique à l'égard des États-Unis et de la Chine.* » Et à ce jour, c'est plus cette idéologie qui l'emporte : faire le « pari » de la technologie, en attendant la « rupture » qui règlera tous les problèmes.

À l'inverse les partisans de la sobriété numérique, veulent prévenir du risque que la rupture ne soit climatique et subie, si rien n'est fait. Entre ces deux courants, une seule chose est certaine : les courbes ne pourront pas continuer ainsi. Mais tout va bien, pour le moment...

La vie marine sauvage est en train de disparaître

GoodPlanet.info et AFP Publié le : 27/07/2018

Sydney (AFP) – Il ne reste plus que 13% des océans de la planète pouvant être considérés comme sauvages, et ils pourraient disparaître complètement d'ici 50 ans, conséquence de l'augmentation du fret maritime, de la pollution et de la surpêche, selon une étude scientifique.

Une équipe internationale de chercheurs a analysé les impacts humains sur l'habitat marin, entre ruissellements et augmentation du transport maritime.

Les scientifiques emmenés par Kendall Jones, de l'Université du Queensland, ont établi une cartographie des zones sous-marines considérées comme intactes et les écosystèmes « pour l'essentiel libres de perturbations humaines ».

D'après leur étude publiée par le journal *Current Biology*, on trouve la plus grande partie des zones sauvages dans l'Antarctique et l'Arctique ainsi que près d'îles reculées du Pacifique. Les zones côtières proches d'activités humaines sont celles où la vie marine est la moins florissante.

« Les zones marines qui peuvent être considérées comme intactes sont de plus en plus rares à mesure que les flottes marchandes et de pêche étendent leur champ d'action à la quasi totalité des océans du monde et que les ruissellements de sédiments ensevelissent de nombreuses zones côtières », a déclaré M. Jones.

« L'amélioration des technologies du transport maritime signifie que les zones les plus reculées et sauvages pourraient être menacées à l'avenir, y compris les zones jadis recouvertes par la glace désormais accessibles à cause du changement climatique ».

Selon les chercheurs, seuls 5% des zones restées sauvages sont situés dans des régions protégées. Le restant est d'autant plus vulnérable.

Les chercheurs appellent au renforcement de la coopération internationale pour protéger les

océans, lutter contre la surpêche, limiter les extractions minières sous-marines et réduire les ruissellements polluants.

« Les régions maritimes sauvages constituent un habitat vital à des niveaux sans égal, comprennent une abondance énorme d'espèces et de diversité génétique, ce qui leur donne de la résistance face aux menaces comme le changement climatique », a expliqué James Watson, de la Wildlife Conservation Society australienne.

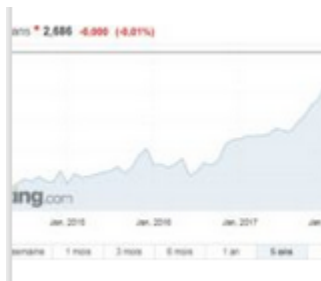
« Nous savons que ces zones diminuent de façon catastrophique. Leur protection doit devenir l'objectif d'accords environnementaux multilatéraux. Faute de quoi, elles disparaîtront vraisemblablement d'ici 50 ans ».

En 2016, l'ONU a commencé à travailler sur un accord international qui régirait et protégerait la haute mer.

« Cet accord aurait le pouvoir de protéger de vastes espaces en haute mer et pourrait représenter notre meilleure chance de protéger la dernière vie marine sauvage », souligne M. Jones.

© AFP

SECTION ÉCONOMIE



Ouch !! Le rendement à 2 ans US vient d'atteindre 2,68% soit un nouveau plus haut depuis la faillite de Lehman Brothers

Publié le 27 juillet 2018 à 10:00:59 / 0 commentaire / 290 vues

Le rendement à 2 ans US vient d'atteindre 2,62% soit son plus haut niveau depuis la faillite de Lehman Brothers. Observez sa progression depuis 2009: Juillet '09:... Lire la suite



Charles Gave: "Si la quantité de dollars diminue, tous ceux qui sont endettés avec vont se retrouver en culotte courte !"

Publié le 26 juillet 2018 à 19:18:27 / 3 commentaires / 1 432 vues

Hausse des taux, du dollar américain, endettement des entreprises... Depuis le mois de février des monnaies de pays émergents subissent une chute brutale qui fait craindre... Lire la suite



La Russie liquide ses bons du Trésor US pour acheter de l'or

Publié le 26 juillet 2018 à 12:00:41 / 6 commentaires / 1 124 vues

La Russie a liquidé la quasi-totalité de ses bons du Trésor américain, en avril et mai. Durant ces deux mois, la Russie a vendu 81 milliards \$ de bons du Trésor, une... Lire la suite



Philippe Béchade – Séance du Jeudi 26 Juillet 2018: “Ça gaz de nouveau entre l’Europe et les Etats Unis ...”

Publié le 26 juillet 2018 à 14:00:08 / 4 commentaires / 880 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l’actualité boursière du Jeudi... Lire la suite



Iran: La dégringolade se poursuit ! Le dollar s’échange désormais contre 93.000 Rials iraniens sur le marché noir.

Publié le 27 juillet 2018 à 00:05:39 / 0 commentaire / 486 vues

En Iran, selon les dernières mesures de Steve H. Hanke, professeur d’économie appliquée et codirecteur de l’Institute for Applied Economics and the Study of... Lire la suite



L’Etat ne distribue que ce qu’il s’approprie

Publié le 27 juillet 2018 à 11:00:59 / 0 commentaire / 349 vues

Le système de redistribution autoritaire, tribut à l’Etat-providence, est la source du pouvoir des politiciens et bureaucrates. Il n’a en réalité aucune... Lire la suite

L’effondrement futur des FANG

Rédigé le 27 juillet 2018 par [Bill Bonner](#)

Les FANG sont dans une bulle comparable à celle de l’électronique dans les années 1960 ou des dot.com dans les années 1990. La fin est prévisible.

Pauvre Mark Zuckerberg. Selon les rumeurs, il serait en fait une sorte de robot extrêmement avancé, un « reptilien », ou peut-être même un extra-terrestre.

Les jeunes l’appellent « Lord Zuck ».

Mercredi, son entreprise a perdu 151 milliards de dollars de valeur boursière. Si la tendance se poursuit, Facebook aura subi la plus grosse perte de l’histoire des marchés.

Et si ça continue encore un peu, Lord Zuck ne va pas tarder à dormir dans sa voiture, garée sur un parking de supermarché à Menlo Park.

La majeure partie des gains boursiers, cette année, proviennent des valeurs Big Tech, les FAANG – c’est-à-dire Facebook, Amazon, Apple, Netflix et Google. Et ce que M. le Marché donne... M. le Marché le reprend.

Les géants de la technologie au service des loisirs

Les technos font toutes partie du secteur des loisirs, en quelque sorte. Leur modèle n’est guère différent de celui d’un magazine. Il s’agit de capturer l’attention des lecteurs avec des images criardes et de la prose tapageuse... puis de vendre des espaces publicitaires et l’accès à cette

clientèle captive.

Cependant, les investisseurs ne voient pas le *TIME* ou un *Newsweek* à l'ancienne, lorsqu'ils regardent les géants de la technologie.

Ils voient de la nouveauté... des industries vierges construisant des châteaux en Espagne... et exploitant la sorcellerie technologique pour générer de la croissance et des profits quasi-illimités.

Ce n'est pas la première fois que ça arrive. Les marchés évoluent en vastes et longues vagues, qui durent des décennies. Chaque fois qu'ils approchent d'un sommet, le vertige les prend.

Le dernier sommet majeur remonte à la fin des années 1960. Le marché a atteint son sommet, en termes réels, en 1966. Les actions ont ensuite chuté pendant 16 années consécutives.

Nous avons vu un nouveau mini-sommet en 1987, qui a mis les autorités dans tous leurs états... prêtes à tout pour faire regrimer les cours. Pour la première fois de l'histoire des Etats-Unis, la Fed a soutenu les investisseurs en actions grâce à ce qui fut ensuite appelé le *put* Greenspan.

L'argent facile vint inonder les marchés ; les actions grimperent.

Cet exercice idiot ([que nous avons décrit comme étant l'Erreur n°3](#)) a été répété après chaque sommet suivant, en 2000 et 2007.

Illusion maximum des clics et des rêves

De tels sommets marquent l'apogée de l'optimisme humain... des points d'illusion maximum, lorsque les gens imaginent que les arbres montent réellement jusqu'au ciel et que les contes de fées se réalisent vraiment.

Ils sont alors prêts à acheter les actions à des prix qui n'ont aucun rapport avec les bénéfices.

Une action représente la propriété d'une part d'une entreprise. Elle n'a de valeur pour les investisseurs que dans la mesure où l'entreprise en question gagne de l'argent et le partage avec eux.

Les technos, pour leur part, ne gagnent souvent rien du tout. Elles offrent des clics, la vision audacieuse d'un avenir excitant mais fantasmé, des rêves de richesses au-delà de toute imagination... mais pas de *cash*.

Lors du pic du marché haussier dans les années 20, les investisseurs s'étaient entichés des entreprises qui développaient les merveilles technologiques de l'époque – les automobiles et les appareils électriques, principalement.

A l'époque du président Lyndon Johnson, dans les années 1960, c'est l'électronique qui était au goût du jour. Les entreprises dont le nom finissait en « onics » ou « tech » cotaient bien plus que leurs revenus réels.

Plus récemment, il y a eu le célèbre boom des dot.com, largement surévaluées à la fin des années 1990. Nous avons lancé l'édition américaine de ces Chroniques en 1998, il y a 20 ans.

Nous nous rappelons nous être moqué des chouchous d'internet de la fin des années 1990... et des gourous de l'époque comme George Gilder (qui a depuis rejoint notre très courte liste de héros, pour nous avoir aidé à comprendre le système d'argent factice actuel).

Nous nous rappelons avoir averti que la bulle éclaterait. Et finalement, nous nous rappelons à quel point les lecteurs nous en avaient voulu.

C'était comme si nous avions annoncé à un bambin que son chien venait de mourir et que le Père Noël n'existait pas. Ils ne voulaient pas l'entendre. Ils avaient trouvé leur Messie ; ils savaient que les dot.com les libéreraient du manque... du besoin... de la nécessité d'épargner, de réfléchir ou de satisfaire des clients.

Hélas, on n'a jamais découvert de substitut au travail, à la discipline, à la patience et à la chance. L'être humain a été expulsé du paradis il y a longtemps. Depuis, jamais il n'a pu vivre sans trimer et transpirer, en dépit des gigantesques avancées technologiques.

Les merveilles actuelles ne feront pas exception : les Icare de la technologie chuteront comme tous les autres.

Le perdant de la guerre commerciale ? C'est vous

Rédigé le 26 juillet 2018 par [Bill Bonner](#)

Trump subventionne les agriculteurs pour compenser leurs pertes dues à la Guerre commerciale qu'il a déclarée. Un accord gagnant-perdant de plus.

Quel été spectaculaire ! Les gens font peut-être cuire des oeufs sur le trottoir à Alger ou luttent contre les feux de forêt en Suède, mais ici, en Irlande, la canicule est délicieuse. Les agriculteurs ronchonnet, bien entendu, mais nous profitons de températures avoisinant les 24°C et de magnifiques ciels clairs.

Les agriculteurs se plaignent aux Etats-Unis aussi. La météo est toujours un sujet de prédilection. Cette année, ils ont une raison supplémentaire de se plaindre – la guerre commerciale.

Or les corps commencent à s'accumuler. Bloomberg :

« Mardi, Harley-Davidson Inc. a réduit ses prévisions de marges, citant les taxes douanières. Le légendaire constructeur de motos a été pris dans le feu de la guerre commerciale le mois dernier lorsqu'il a annoncé son intention de faire passer une partie de la production américaine à l'étranger, s'attirant des attaques de la part de Trump.

Frans van Houten, directeur général de la société d'électronique néerlandaise Royal Philips NV, a déclaré qu'une escalade des taxes douanières pourrait le forcer à répercuter les coûts sur les clients, et Whirlpool Corp. a affirmé que la hausse des prix des matières premières avait nui à ses résultats sur certains de ses marchés au deuxième trimestre ».

Renflouage agricole

Dans les grandes plaines américaines, les victimes sont particulièrement nombreuses. Estimation des dégâts à ce stade : 11 milliards de dollars.

Cependant, les agriculteurs américains ne s'entraident pas comme les Londoniens pendant le Blitz, pas plus qu'ils ne réduisent leurs rations comme les Soviétiques durant le siège de Leningrad.

Si quelqu'un doit faire des sacrifices, en ces temps de guerre... ce ne sera pas eux. Ils ont deux sénateurs par Etat... et un parti républicain qui a besoin de leur argent et de leurs votes.

Comme on pouvait s'y attendre, le président américain a proposé hier de renflouer le secteur agricole avec 12 milliards de dollars d'allocations.

Naturellement, le président se sent en partie responsable de l'affaire, puisque c'est lui qui a mis les campagnards dans la mouise. Il anticipe également les élections de mi-mandat, où les propriétaires de tracteurs font grosse impression sur les politiciens.

Le Donald a remplacé les accords gagnant-gagnant par des accords perdant-perdant. Ces 12 milliards de dollars ne sortiront pas de la poche de Trump – pas plus qu'ils ne sortiront du Trésor US. Les autorités US n'ont plus d'argent ; elles sont déjà dans le rouge de 1 000 milliards de dollars pour l'exercice fiscal 2019. [NDLR : Donald Trump est dans l'impasse, et ses ennuis ne font sans doute que commencer. [Cliquez ici](#) pour les transformer en gains pour vous.]

Alors d'où viendra l'argent ? Augmentera-t-on les impôts pour les consommateurs, eux aussi victimes de la guerre commerciale ?

Les sidérurgistes – que ce soit les producteurs... les ouvriers... ou les acheteurs –, qui souffrent tout autant, réuniront-ils la somme ? Quel groupe récoltera les récompenses ? Lesquels seront punis ?

Même les républicains commencent à s'apercevoir que la guerre commerciale menace les profits, les emplois et les revenus. Elle endommage aussi le système gouvernemental dans son ensemble, disent-ils. *Politico* :

« Les républicains pro-libre-échange étaient déjà furieux contre l'escalade de taxes douanières décidée par Trump à l'encontre des alliés des Etats-Unis et de la Chine – une guerre commerciale sur plusieurs fronts dont ils affirment qu'elle nuit aux agriculteurs et aux industriels américains.

Mais la réaction de l'administration mardi – envoyer 12 milliards de dollars pour soulager la douleur des agriculteurs affectés par les taxes douanières mises en place en représailles – est précisément l'anathème pour l'orthodoxie conservatrice du libre-échange, ont-ils affirmé.

'Cela ressemble de plus en plus à une économie de type soviétique, ici : des commissaires qui décident qui bénéficiera d'exemptions, des commissaires au gouvernement réfléchissant de quelle manière distribuer les allocations', a déclaré le sénateur républicain du Wisconsin Ron Johnson. 'Je suis très exaspéré. C'est grave'.

'On va demander aux contribuables de signer des chèques pour les agriculteurs au lieu d'avoir une politique commerciale qui ouvre et développe plus de marchés. Il n'y a là rien que quiconque devrait apprécier', a déclaré le sénateur John Thune, du Dakota du sud, et n°3 du parti républicain. Il a suggéré que cette nouvelle dépense pourrait devoir être compensée par des réductions dans d'autres domaines de financement.

Le sénateur républicain du Nebraska Ben Sasse a affirmé que Trump donnait aux agriculteurs des 'béquilles dorées'. Et les sénateurs républicains Jeff Flake (Arizona), Bob Corker (Tennessee) et Pat Toomey (Pennsylvanie) ont déclaré que leur législation pour entraver l'action du président quant aux taxes douanières devrait prendre de la vitesse maintenant que l'administration Trump fausse le marché.

'C'est ce que nous craignons depuis le début, que ces marchés soient remplacés par des allocations', a déclaré Flake. 'Quand on perd certains de ces marchés, on les perd pour de bon, ou pour longtemps'. »

Bienvenue dans l'ère du gagnant-perdant

Nous voyons là comment une économie fonctionne lorsque les accords gagnant-perdant remplacent les accords gagnant-gagnant.

Les agriculteurs, les sidérurgistes, les secrétaires et les vendeurs de voiture se détournent de leur établi... de leurs clients... de leurs livres de comptes et de leurs champs... pour se tourner vers cette

corne d'abondance infinie – Washington.

Sauf que Washington n'a pas d'argent. Contrairement à Dubuque ou à Las Cruces, Washington est dans le secteur du gagnant-perdant. Chaque centime de renflouage, subventions, gabegie et distribution doit venir de quelqu'un, ailleurs.

Vous vous rappellerez que nous avons terminé [notre chronique de mardi](#) par un commentaire provocateur : la pauvreté qui s'annonce ne sera ni douce ni digne. Ce ne sera pas une veste élimée de chez Savile Row... ou de l'argenterie Christophle défraîchie.

Ce ne sera pas un oncle excentrique traduisant des fragments d'araméen pendant que la fortune patriarcale s'épuise. Ce ne sera pas non plus une vie idyllique à la campagne, à labourer la ferme familiale pendant l'été avant de passer l'hiver assis devant un feu de cheminée.

Non, ce sera une pauvreté vicieuse, brutale et rude... les autorités pressurant l'économie de toutes leurs forces... tandis que les groupes se battent entre eux pour avoir quelques gouttes de jus.

Le début de la fin pour les FANG ?

Rédigé le 26 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Les FAANG assurent à eux seuls la progression des marchés actions américains. Leur chute pourrait provoquer la fin de la « bulle de tout ».

Hier, en après-séance, Facebook a chuté de 23%, sa capitalisation fondant de 143 milliards de dollars.

Les raisons de la désaffection des investisseurs sont déjà abondamment commentées. Le chiffre d'affaires (13,2 milliards de dollars) a été un peu plus faible que prévu et Facebook a prévenu qu'il pourrait ralentir fortement dans les trimestres à venir. La moindre déception pèse très lourd lorsqu'une action se négocie 30 fois ses bénéfices...

Une chute de Facebook pourrait entraîner le retournement du marché actions.

Depuis le creux de 2009, les valeurs technologiques (contenues dans l'ETF Powershares Nasdaq Internet, symbole PNQI) ont vu leur capitalisation multipliée par neuf tandis que l'indice S&P 500 n'a fait que doubler.

Les quatre plus grosses capitalisations du S&P 500 – en dehors d'Apple – sont Google, Amazon et Facebook. Le ratio cours sur bénéfice de ces quatre entreprises dépasse 100, soit environ quatre fois plus que le ratio cours sur bénéfice de l'indice qui est lui même à un niveau historiquement très élevé.

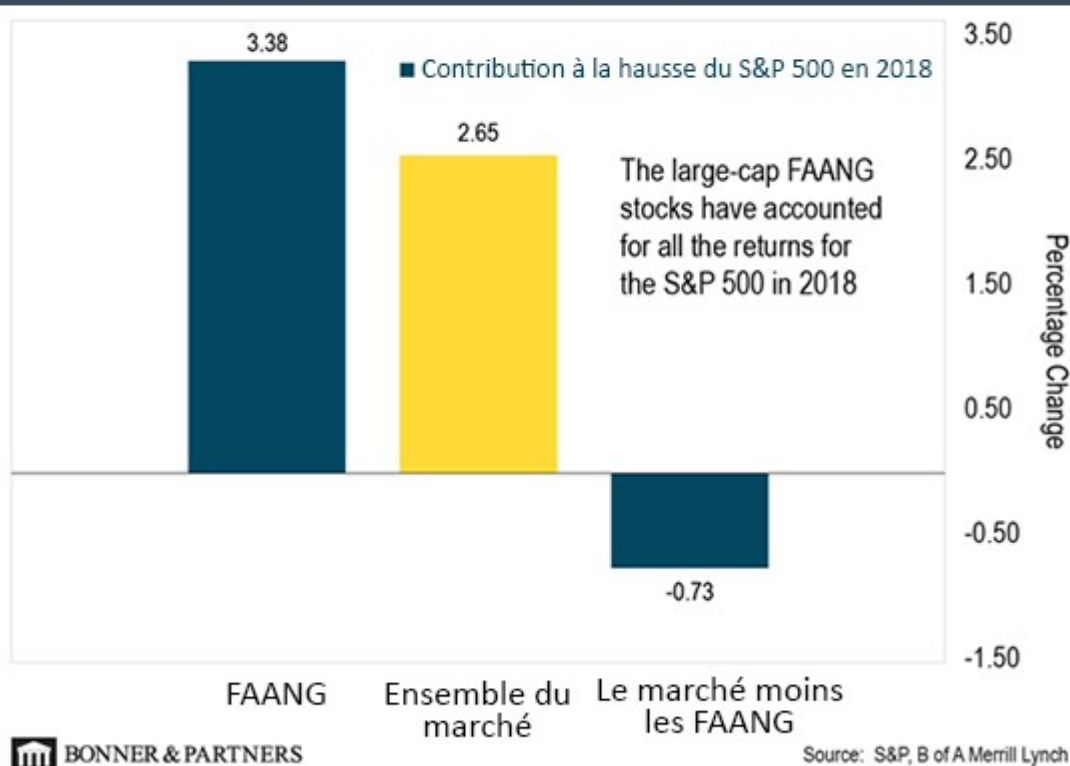
En d'autres termes, le marché dans son ensemble peut chuter très lourdement et rapidement si ces valeurs technologiques baissent. Les investisseurs se sont engouffrés dans des fonds indiciels (ETF) et s'ils se précipitent vers la sortie, l'effet sera très sensible sur la totalité du marché.

Sur le premier semestre de l'année, le S&P 500 a progressé de 2,65%, les FAANG (Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google) ont progressé de 3,38% tandis que le reste des valeurs a chuté de 0,73%.

Sans les valeurs technologiques, l'indice phare américain serait en baisse

Les actions des FAANG portent le reste du marché

LCA



Aujourd'hui, ces chiffres ont peut-être légèrement bougé mais l'idée est simple : sans les valeurs technologiques, le marché haussier n'existe plus. Quand Trump menace Google

Juste devant Facebook, Google détient 31% des parts de marché de la publicité en ligne, selon le cabinet d'études e-Marketer.

En avril, Trump a signé un décret qui permet aux fournisseurs d'accès internet (FAI) de vendre l'historique de navigation des internautes directement aux annonceurs. Ceci menace le *business model* de Google, prévient mon collègue américain Dan Denning.

Cette nouvelle loi permet aux FAI américains de collecter les données (âge, sexe, localisation, fréquence d'utilisation, sites visités, revenus et catégorie sociale), de les stocker, de les partager et de les vendre.

Tout comme Facebook et Google, les FAI pourront promettre aux annonceurs de les diriger vers les profils qui sont les plus pertinents pour eux.

Google et Facebook et même Amazon pourraient donc voir leur position dominante menacée par ces nouveaux concurrents.

Alors, la chute de Facebook marque-t-elle simplement une légère consolidation de parcours ou un début de retournement ? Nous verrons bien. Mais historiquement, des ratios cours sur

bénéfice supérieurs à 100 n'ont jamais duré très longtemps.

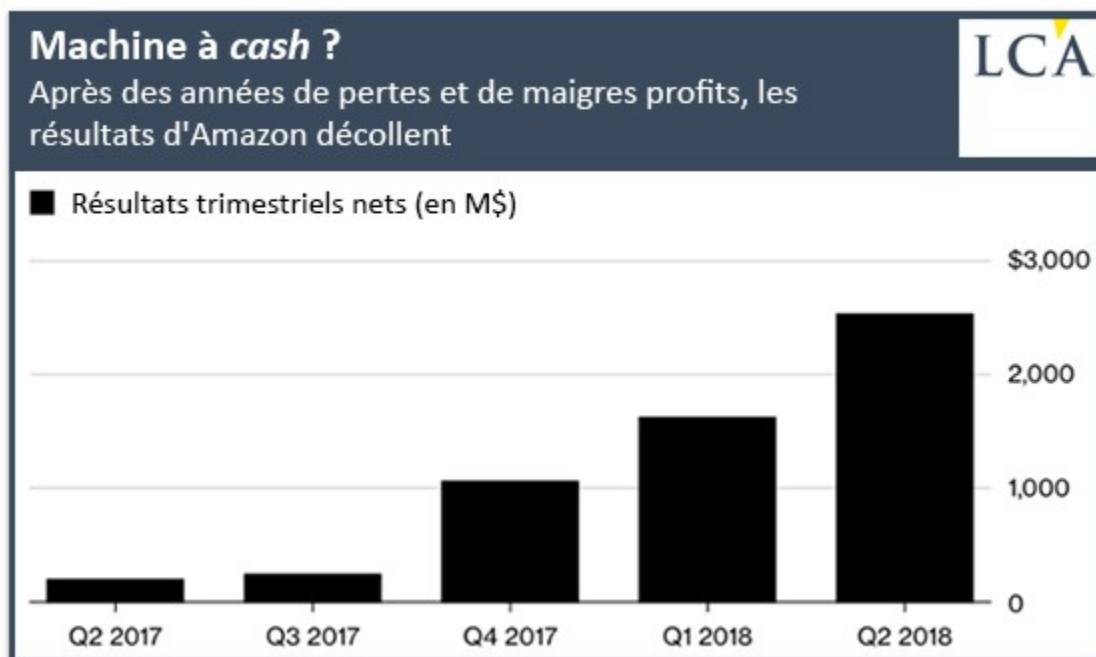
Amazon, enfin un courant favorable ?

Rédigé le 27 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Les investisseurs ont retenu la croissance des résultats d'Amazon après des années de pertes ou de vaches maigres. Mais 89 fois les bénéfices, est-ce raisonnable ?

Après Facebook, c'était au tour d'Amazon d'aller au confessionnal des résultats trimestriels. Amazon est l'un des « A » des FANG (Facebook, Amazon, Netflix et Alphabet-Google), son patron Jeff Bezos est l'homme le plus riche du monde et sa capitalisation frise les 900 milliards de dollars... pour le moment.

Amazon a été qualifié par Bill Bonner de « rivière sans retour ». Pendant des années, l'entreprise restait prisée des investisseurs en ne dégageant que des pertes. Mais, surprise, en cet an de grâce 2018, Amazon arrive enfin à gagner de l'argent : 2,53 milliards de dollars précisément, soit 5,07 \$ par action.



Source : Bloomberg

Certes, le chiffre d'affaires (52,9 milliards de dollars) a un peu déçu les attentes mais les investisseurs se sont focalisés sur ces 5 \$ par action.

Le chiffre d'affaire annexe – celui qui ne vient pas des commissions sur les produits vendus – provient :

- des services informatiques hébergés (*cloud computing*) prodigués aux fournisseurs (6,1 milliards de dollars)
- des clients qui paient chaque mois pour avoir des expéditions plus rapides ou des abonnements à des contenus musicaux ou vidéo (3,4 milliards de dollars)
- de la publicité (2,2 milliards de dollars)

Par conséquent, les espérances de croissance de résultats reposent sur moins de 25% du chiffre d'affaires.

En admettant qu'Amazon enchaîne quatre bons trimestres comme celui-ci, cela fera 20,28 \$ de résultat par action. Au cours de 1 808 \$, Amazon se paie 89 années de bénéfices. Or, en présentant ses résultats du deuxième trimestre, Amazon a déjà prévenu que le troisième trimestre serait un peu moins bon.

Une telle valorisation serait peut-être admissible pour une entreprise de croissance opérant sur un secteur naissant en pleine expansion et qui verrait son chiffre d'affaires décupler dans un laps de temps très bref.

Mais Amazon, cotée depuis 1998, n'est pas une perdrix de l'année, loin de là.

La caractéristique des bulles c'est que le grotesque semble normal.

Une prévisible escalade de la guerre commerciale

Rédigé le 26 juillet 2018 par [Nick Hubble](#)

La guerre commerciale provoque le nationalisme qui lui-même fait sortir les armes. C'est ce que montre l'Histoire.

En représailles, Donald Trump a demandé l'an dernier au représentant au Commerce US, Robert Lighthizer, d'ouvrir une enquête officielle sur les pratiques commerciales de la Chine.

Les droits de douane décidés par Donald Trump sont entrés en vigueur début juillet : 34 milliards de dollars d'importations chinoises seront taxées à 25%.

A y regarder de plus près, la guerre commerciale a commencé il y a déjà plusieurs années. Les Etats-Unis ne font que se défendre, pour une fois.

Les subventions chinoises, les vols de propriété intellectuelle et toutes sortes de politiques mercantilistes ont bien dérobé aux Etats-Unis tout à la fois ses emplois manufacturiers et sa propriété intellectuelle.

Rarement couvert par les médias, le pillage de la propriété intellectuelle des Etats-Unis par la Chine leur coûte 600 milliards de dollars par an. *Forbes* qualifie cela de « plus gros transfert de richesse de l'histoire ».

L'Union européenne elle-même est un dispositif de guerre commerciale. Elle a été fondée sur la mise en place de fortes barrières commerciales et de nombreuses subventions conçues pour lutter contre la puissance économique américaine.

La création de l'Union européenne avait pour objectif de fonder un bloc commercial pour concurrencer les Etats-Unis et la Chine.

Les leaders chinois réagissent à tout cela en déclarant que Trump a raison. La guerre commerciale n'est pas nouvelle. Mais Trump ne remonte pas assez loin dans l'histoire. Pour la Chine, les guerres commerciales actuelles ont commencé avec les guerres de l'opium au XIXème siècle.

A cette époque, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient ravagé la Chine pour combler leur propre déficit commercial – par la force militaire et en empoisonnant la société chinoise avec une substance addictive. La politique de la canonnière était utilisée pour maintenir les ports de commerce ouverts et pour que l'opium envahisse ainsi la Chine.

Les Britanniques envoyaient leur substance dérivée du pavot depuis l'Afghanistan, les

Américains depuis la Turquie. En retour, ils obtenaient beaucoup d'argent-métal pour rééquilibrer leur déficit commercial. Les Chinois connurent un problème national de dépendance à l'opium, à tel point que cela provoqua une révolte.

De nos jours ce sont les Etats-Unis qui souffrent d'une dépendance aux opioïdes. Ironique de constater comment les situations peuvent se retourner...

L'histoire est assez semblable pour le Japon, mais sans l'opium. Sous la menace des armes occidentales, les Japonais ont ouvert leur économie à l'Occident.

Mais peut-être ne remonte-t-on pas encore assez loin, peut-être faut-il aller au-delà des guerres de l'opium du XIXème siècle et de l'ouverture du Japon.

La création des Etats-Unis a également été déclenchée par une guerre commerciale. L'East India Company (EIC) avait obtenu l'autorisation du parlement britannique de vendre du thé asiatique directement dans les colonies, sans plus devoir passer par des intermédiaires.

Ces derniers, ainsi que des contrebandiers du thé menacés par la nouvelle route commerciale, se faufilèrent, déguisés en Indiens, dans les trois premiers bateaux de l'EIC qui devaient entrer dans le port de Boston et jetèrent le thé par-dessus bord. Le reste appartient à l'Histoire.

Comme vous pouvez le constater, les guerres commerciales sont le fondement même de nos nations (et de l'Union européenne).

La question de la légitimité des guerres commerciales revient à celui qui a la mémoire la plus longue.

Des alliances dans la guerre commerciale

L'Histoire peut souligner l'absurdité de l'actualité, vous ne devez néanmoins pas cesser de veiller à en tirer bénéfice et à protéger votre argent.

Selon Reuters, les Chinois ont approché l'Union européenne pour publier une déclaration conjointe contre les guerres commerciales de Trump. Le vice-Premier ministre chinois a déclaré être prêt à détailler les concessions que pourrait faire la Chine dans les échanges commerciaux avec l'UE.

Cette partie du rapport de Reuters m'a beaucoup fait rire :

« Les médias d'Etat chinois ont fait passer le message que l'Union européenne est du côté de la Chine, mettant les Européens dans une position délicate. Les deux derniers sommets, en 2016 et 2017, se sont terminés sans déclaration, du fait de désaccords à propos de la mer de Chine méridionale et du commerce.

'La Chine veut que l'UE se positionne aux côtés de Pékin et contre Washington, qu'elle prenne parti,' explique un diplomate européen. 'Nous ne le ferons pas et nous le leur avons dit.'

Mercredi dernier, le média officiel chinois Xinhua a déclaré que la Chine et l'Europe 'devraient résister de concert au protectionnisme commercial.'

'La Chine et les pays européens sont des partenaires naturels. Ils croient fermement que le libre-échange est un moteur puissant de la croissance économique mondiale.' »

Mais, selon des responsables interrogés par Reuters, les Européens ne sont pas intéressés.

Remarquez l'effet qu'a provoqué Trump. Je l'ai souligné à maintes reprises dans mes chroniques.

Trump pousse ses adversaires dans la direction opposée à celle qu'il veut les voir prendre. Il veut du libre-échange ? Il pousse donc vers une guerre commerciale, ce qui dans ce cas incite la Chine à militer pour encore plus de libre-échange – précisément ce que veut Trump.

Mais j'ai peur que cette fois-ci, il n'ait fait un mauvais calcul.

Du libre-échange au nationalisme

Les économistes en faveur du libre-échange débattent souvent avec leurs détracteurs par une suite très prévisibles d'arguments :

Le libre-échange est bon parce qu'il augmente la taille du « gâteau » du PIB. Les produits sont fabriqués là où ils sont le moins cher, ce qui nous permet d'en avoir plus.

Les détracteurs ripostent en soulignant que cela laisse beaucoup d'entre nous sur le carreau. Cela a récemment été le cas de l'industrie en Occident. Le gâteau total est peut-être plus grand, la part que chacun retire de ce gâteau ne l'est pas pour autant.

La réponse des économistes pro-libre-échange sur ce point est la véritable divergence : oui, les prétendus effets au sein d'un pays en raison de l'ouverture du commerce peuvent nuire à certaines parties de l'économie. Mais pourquoi favoriser les habitants de son propre pays plutôt que ceux qui vivent là où le boom industriel a lieu ?

Nous envoyons d'énormes quantités d'aides à l'étranger mais nous ne les laissons pas nous concurrencer commercialement...

L'idée est que les gens ne devraient pas se plaindre des nuisances du libre-échange simplement parce que les bénéficiaires ne profitent pas à leur pays. C'est nationaliste – ce qui est une terrible accusation pour les gens de gauche généralement anti libre-échange.

Naturellement, les pays ne se font pas une concurrence commerciale équitable. Mais que l'Etat chinois subventionne les appareils électroniques que nous achetons et que l'UE subventionne notre fromage préféré n'est pas vraiment un problème. A moins que notre argent n'aille dans le budget de l'UE.

Lorsque le nationalisme dépasse l'intérêt personnel

Si vous vous demandez en quoi tout cela vous concerne, la réponse est simple. Le nationalisme est l'une des rares ferveurs qui peut dépasser l'intérêt personnel économique.

Les gens agissent de manière stupide lorsqu'ils sont amoureux, ivres et patriotes. Selon un proverbe allemand, « il y a une raison pour laquelle chauvin rime avec crétin. »

La prospérité économique mondiale et nos marchés financiers reposent sur le fait que l'intérêt personnel économique est l'émotion dominante. Ils reposent sur une guerre économique qui est un paradoxe. Toute guerre est intrinsèquement coûteuse. Toute guerre est un gâchis – à moins d'être keynésien et de penser que la guerre mène à la prospérité.

Par conséquent, si le nationalisme prend le dessus, faire du tort aux économies des uns et des

autres et provoquer l'effondrement des marchés financiers est logiquement l'étape suivante.

Trump parie que les leaders européens et chinois attachent une plus grande valeur à l'économie qu'au nationalisme. C'est vrai pour le Japon et la Corée du Sud, qui ont déjà intégré le côté guerre commerciale. Mais l'Union européenne se cherche désespérément un élan patriotique. Et pour les Chinois, la politique passe avant l'économie.

Trump a déjà fait comprendre clairement que les bénéfices sur le long terme de la guerre commerciale surpassent les chocs sur le court terme que subissent les marchés boursiers. Mais il part de l'hypothèse que la victoire est au bout du chemin.

Jusqu'ici, il ne s'est pas trompé. Le marché américain tient le coup. Le marché européen a eu fort à faire avec la crise du marché obligataire italien en mai. Quant au marché chinois, il est dans une véritable tendance baissière.

Si la guerre commerciale monte en puissance et que la Chine fait passer le nationalisme avant l'économie, les choses pourraient empirer sur les marchés occidentaux également.

L'Histoire montre que les guerres commerciales ne prennent fin que par les armes. C'est là le but de l'Etat-nation – l'une de ses origines les plus profondes. Il ne faut s'attendre à rien d'autre.

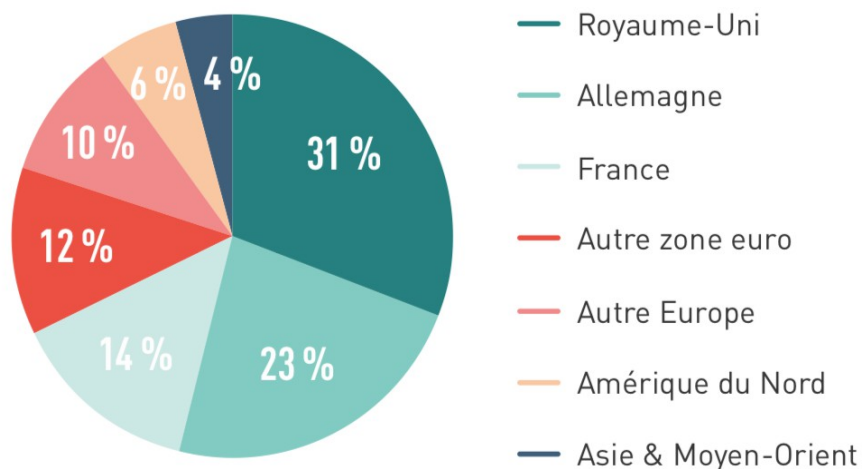
La dette publique française fait un bide à l'international

Publié par [Philippe Herlin](#) | 26 juil. 2018 [GGoldBroker.fr/](#)

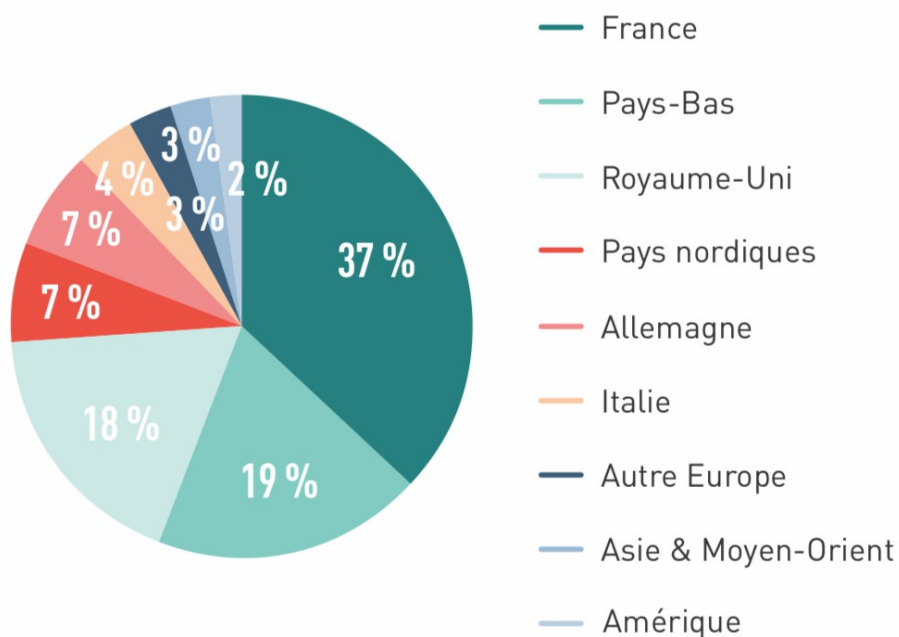
La France refuse de communiquer les pays qui détiennent sa dette publique, contrairement aux États-Unis, par exemple. Depuis un moment on sait que la [Russie](#) et, dans une moindre mesure, la Chine et le Japon, vendent une partie de leurs bons du Trésor américain. Cette information est importante, significative, elle illustre une "dédollarisation" que l'on voit à travers d'autres signaux. Pour la dette française, on ne sait rien. Le seul élément officiellement communiqué est la part des détenteurs étrangers (les "non-résidents"), actuellement de 55%, mais sans plus de précisions.

Mais nous avons quand même trouvé, en exclusivité, quelques données. Même s'il est des lectures d'été plus réjouissantes, la parution le 12 juillet du [rapport annuel 2017](#) de l'Agence France Trésor, l'organisme qui gère la dette de l'État, donne cette répartition par pays concernant deux émissions précises :

- La première est une OAT [obligation assimilable du Trésor] d'une durée de 30 ans lancée le 16 mai 2017 et d'un montant de 7 milliards d'euros (page 37) :



- La deuxième est une "OAT verte" (destinée à financer la transition énergétique) de 22 ans lancée le 24 janvier 2017 et d'un montant de 7 milliards d'euros (page 40) :



Les Anglais apprécient les obligations de longue durée, car leur système de retraite fonctionne par capitalisation, ce qui implique de placer de l'argent sur le long terme, d'où leur première place sur l'OAT à 30 ans. L'OAT verte est plus récente et plus "politique" ; le gouvernement a sans doute forcé la main aux banques et aux assureurs français. Mais ce que l'on note de vraiment significatif, c'est la très faible part des États-Unis, de l'Asie et du Moyen-Orient, qui évolue entre 5 et 10%.

Si l'on en juge par ces deux émissions, la dette publique française se place quasi exclusivement en Europe et, de façon marginale, dans les autres grandes zones économiques. Voilà un piètre résultat qui bat en brèche les discours des ministres des finances qui se vantent régulièrement du succès international des bons du Trésor français...

La dette française marche bien en Europe, parce que le choix est vite fait : l'Allemagne restreint ses émissions parce qu'elle ne fait plus de déficit budgétaire, l'Italie et ses banques vont mal ; ne reste que des pays de taille moyenne. La France offre à la fois du volume (195 milliards d'émission en 2018) et une relative sécurité (pour le moment, si les taux d'intérêt remontent, ce sera une autre histoire). Les investisseurs européens n'ont donc finalement pas tellement le choix. Par contre, en dehors des frontières de l'Europe, c'est plutôt la marginalité, l'échec. L'Amérique du Nord, l'Asie et le Moyen-Orient montrent très peu d'intérêt. L'euro "monnaie de réserve mondiale", on en est encore loin, et certainement pas avec les bons du Trésor français.

Tout cela indique une zone euro qui fonctionne relativement en vase clos, avec des déséquilibres internes croissants ([balance Target2](#), système bancaire malade en [Italie](#), en Grèce, à Chypre, [risque Deutsche Bank](#), trop de banques "[too big to fail](#)"). Bref, rien de très rassurant pour l'épargnant français et européen.

« L'homme le plus riche de Babylone. Et vous ? »

par [Charles Sannat](#) | 26 Juil 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je n'aime pas les dossiers ou les articles qui promettent monts et merveilles, et notamment tous les canards et journaux qui, pour les mois d'été, titrent invariablement « Comment arrêter de travailler » ou encore un « Comment devenir rentier » ou « Comment ne plus travailler », le tout illustré de photos de vacanciers sous le parasol, un verre à la main. Image parfaite de l'oisiveté également mère de tous les vices ou presque !

Je n'aime pas ce genre de titres, car il n'y a là-dedans rien de vrai et que de fausses promesses. Je lis beaucoup, j'étudie énormément, presque tout le temps pour tout vous dire, c'est presque compulsif, une soif de connaissance et de compréhension presque insatiable.

Lorsque les « autres » me regardent, ils me disent, « mais tu n'arrêtes jamais de travailler » ! Sauf que je ne travaille pas. Je suis tellement ce que je fais, que pas un seul instant ou presque je ne travaille, sauf quand il faut faire la comptabilité ou la paperasse. Là je travaille, et je souffre terriblement, tellement cela est inintéressant (pour moi) ! Généralement c'est ma tendre épouse qui, prise de pitié, finit en chaque fin de mois par me sauver des eaux tumultueuses du fleuve administratif qui menace de déborder et s'occupe des Cerfa qui s'empilent sur mon bureau avant qu'il ne soit trop tard.

Ce que je veux vous dire, c'est que j'ai lu, étudié, et j'ai cherché à comprendre si l'on pouvait devenir riche à partir de rien et si l'on pouvait potentiellement tous le devenir.

Généralement, quand je dis que je travaille à comprendre comment devenir riche, on se moque de moi ! Étant un brin provocateur, c'est toujours un sujet que j'aime bien planter dans une discussion.

Mes interlocuteurs prennent un air goguenard et me disent avec une bonne dose de jugement de valeur « il n'y a que l'argent qui t'intéresse ? », sous-entendu tu es un méchant qui ne cherche qu'à s'enrichir forcément au détriment des autres. Capitaliste ! Fasciste ! Enfoiré... Les insultes ne sont pas prononcées, mais elles se sentent dans les mots qui vous sont crachés à la figure.

Elles vibrent dans l'attitude physique, « ils » se tendent.

Quand ce n'est pas le reproche, la seconde réaction la plus courante est l'incrédulité : « Hahahaha, devenir riche, si c'était simple ou facile tout le monde le serait. » Fin du débat. Sauf que devenir riche, = est possible avec des techniques sommes toutes très simples. Le problème c'est que si c'est à la portée de tous, ce n'est pas pour autant ni simple, ni facile !

Dès lors, vous savez que vous avez en face de vous un individu qui sera à l'abri de l'argent pour les siècles des siècles et je vous expliquerai exactement pourquoi et comment.

Bien évidemment, il n'y a pas que l'argent.

D'ailleurs, nous verrons que l'argent, passé 70 K€ de revenus annuels, ne fait plus le bonheur !

Je suis profondément touché par les idées communistes qui sont théoriquement pleines de volonté de partager. Pourtant, j'ai toujours une gêne certaine lorsqu'une idée, aussi généreuse soit-elle, commence à vouloir toucher au droit de propriété, car sans propriété, il n'y a jamais et il n'y aura jamais de prospérité.

Le communisme, aussi sympathique soit-il (pas dans son application qui fut un drame historique), n'a qu'une vision de répartir et de partager équitablement la misère. À bien y réfléchir, nous ne devrions pas nous demander comment rendre les riches moins riches, mais plutôt comment rendre le plus grand nombre de pauvres plus riches. C'est un programme nettement plus enthousiasmant.

La quête de la prospérité collective

Peu sont capables de comprendre le sens de ma quête sur la richesse. Un jour, en lisant un livre, *L'Homme le plus riche de Babylone*, j'ai eu la révélation, le plaisir, la jouissance même de lire exactement la description du sens de mon travail autour de la richesse.

Oui, il existe des techniques, des méthodes et des moyens pour devenir riche et vivre dans l'abondance. Il n'y a rien de mal à vouloir cela et à rechercher cela. Au contraire, plus il y a de riches dans une nation, plus cette nation sera collectivement riche et forte, et cela n'a rien à voir avec la théorie fumeuse du « ruissellement ».

C'est tout le programme du président américain, et nous devrions, en France, avoir aussi cette vision. Non pas celle de la richesse qui exclut, mais la volonté farouche d'éduquer également nos compatriotes sur les moyens dont ils disposent pour s'épanouir.

Avoir à nouveau une France forte et conquérante est largement possible, mais pour cela, et parce que le monde a changé, les vieilles recettes n'ont plus aucun sens. Il faut enfin rentrer dans le millénaire de la connaissance et partager massivement ces informations qui ne sont pas des jeux à sommes nulles comme les transactions commerciales, mais des jeux à sommes positives.

Lorsque je vous achète une paire de sandales à 10 euros, vous vous appauvrissez de vos sandales et moi de mes 10 euros. Si je vous donne mes connaissances, j'en dispose toujours... et vous aussi ! Nous décuplons nos possibilités collectives.

Le sens de ma quête est simple : il s'agit de savoir si, au niveau d'un pays, on peut enseigner une autre vision de la création de richesses (très différent de la création d'argent). Peut-on

apprendre à nos compatriotes comment participer au processus de création (qui n'est pas uniquement monétaire !!) et créer ainsi une dynamique totalement différente de ce qui a été fait jusqu'à présent ?

C'est donc une question fondamentale aussi bien économique que... politique et même, dans beaucoup d'aspects, également philosophique.

Laissons la parole au roi de Babylone qui, quelques milliers d'années avant moi, lui aussi s'était posé la même question, s'était lancé dans la même quête.

Dialogue entre le roi Sargon II et son chancelier

Quand le bon roi Sargon II revint à Babylone après avoir vaincu les Élamites, ses ennemis, il se trouva devant une situation grave.

Le chancelier royal lui en expliqua la raison de cette façon.

« Après plusieurs années de grande prospérité apportée à notre peuple grâce à Sa Majesté qui a construit les grands canaux d'irrigation et les grands temples des dieux, maintenant que ces travaux sont complétés, le peuple semble incapable de subvenir à ses besoins.

Les ouvriers sont sans emploi. Les marchands n'ont que de rares clients. Les fermiers sont incapables de vendre leurs produits. Le peuple n'a pas assez d'or pour acheter de la nourriture.

« Mais où est allé tout l'or que nous avons dépensé pour ces grandes améliorations ? demanda le roi.

– Il a abouti, j'en ai bien peur, entre les mains de quelques hommes très riches de notre ville. Il a passé entre les doigts de la majorité de nos gens aussi vite que le lait de chèvre passe à travers la passoire.

Maintenant que le torrent d'or a cessé de couler, la plupart de nos gens ne possèdent plus rien. »

Le roi devint pensif pendant quelques instants. Puis il demanda :

« Pourquoi un si petit nombre d'hommes furent-ils capables d'acquérir tout l'or ?

– Parce qu'ils savaient comment le faire, répondit le chancelier. On ne peut pas condamner un homme parce qu'il connaît la réussite. On ne peut pas non plus en toute justice, reprendre ce qu'il a gagné honnêtement pour le donner à ceux qui sont incapables d'en faire autant.

– Mais pourquoi, demanda le roi, tous les gens ne pourraient-ils pas apprendre à amasser de l'or, devenant ainsi riches et prospères ?

– C'est possible, Votre Excellence. Mais qui peut le leur enseigner ? Certainement pas les prêtres, parce qu'ils ignorent comment faire de l'argent.

– Dis-moi chancelier, dans la ville, qui connaît le mieux la façon de devenir riche ?

– Votre question contient sa propre réponse, Votre Majesté. Qui a amassé la plus grande fortune à Babylone ?

– Bien dit mon bon chancelier. C'est Arkad. Il est l'homme le plus riche de Babylone. Amène-le-moi demain. »

Le lendemain, comme le roi l'avait ordonné, Arkad parut devant lui, droit et vif, en dépit de son âge avancé.

« Arkad, dit à haute voix le roi, est-il vrai que tu es l'homme le plus riche de Babylone ?

– C'est ce que l'on colporte, Votre Majesté, et personne ne le conteste.

– Comment es-tu devenu si riche ?

– En profitant des occasions qui s'offrent à tous les citoyens de notre bonne ville.

– Possédais-tu un avoir au départ ?

– Seulement un grand désir de richesse. À part cela, rien.

– Arkad, continua le roi, notre ville est dans un très triste état parce que peu d'hommes connaissent la façon d'acquérir la richesse et, par conséquent, ils la monopolisent pendant que la masse de citoyens ne connaît pas le moyen de conserver une partie de l'or qu'elle reçoit. J'aimerais que Babylone soit la ville la plus riche au monde. Alors ce doit-être une ville où il y a beaucoup d'hommes riches. Donc, nous devons enseigner à toute la population l'art d'acquérir des richesses. Dis-moi Arkad, y a-t-il un secret pour acquérir la richesse ? Peut-on l'enseigner ?

– C'est une question pratique. Tout ce qu'un homme sait, il peut l'enseigner aux autres. »

Les yeux du roi étincelèrent.

« Arkad, tu as prononcé les mots que je voulais entendre. Te prêteras-tu à cette grande cause ? Transmettras-tu ta science à un groupe d'enseignants ? Chacun pourrait l'enseigner à d'autres jusqu'à ce qu'il y ait un nombre suffisant de maîtres capables de l'enseigner à tous les sujets valeureux de mon royaume. »

Arkad salua et y consentit.

« Je suis votre humble serviteur. Quelle que soit la science que je possède, je la répandrai avec plaisir pour le bien-être de mes concitoyens et pour la gloire de mon roi. Laissez votre bon chancelier organiser une classe de 100 hommes et je leur enseignerai les 7 moyens qui ont fait fructifier ma fortune alors qu'il n'y avait pas de bourse plus mal garnie que la mienne dans tout Babylone »...

Les Sumériens n'étaient pas fâchés avec la prospérité, ils la recherchaient collectivement !

Si les 7 piliers d'Arkad sont les fondations, il est possible désormais d'aller beaucoup plus loin que les Sumériens.

Pourtant, quelle civilisation extraordinaire. Les Sumériens, c'est l'invention de l'écriture, des premières lois, du droit, du commerce et de la banque. Les tablettes sumériennes nous ont renseignés sur les premières sagesses antiques.

Depuis Sargon II, nous sommes passés de la tablette en argile à la tablette numérique. Nous sommes, en l'an 2018, capables de lire les tablettes d'argile sumériennes, je ne suis pas sûr que nous soyons en mesure dans 6 000 ans de lire les tablettes d'Apple.

Dans [la lettre STRATÉGIES](#), je vais partager avec vous tout ce que j'ai compris de la richesse

et de la réussite, deux notions dont chacune et chacun de nous a une définition différente. Quelle que soit la réalité que cela recouvre pour vous, les outils du succès sont les mêmes. Les applications possibles sont considérables.

Nous allons donc parler des techniques d'Arkad, l'homme le plus riche de Babylone, mais aussi de la manière de « penser comme un champion », comme l'a écrit Trump et titre de l'un de ses ouvrages, et de bien d'autres choses qui peuvent changer votre vie.

Vous aussi devenez un des hommes riches de Babylone. Si nous avions de bons rois, ils rêveraient tous de rendre leurs gens prospères, car la prospérité collective est l'un des plus courts chemins pour la paix et la concorde nationale.

Pour en apprendre plus, abonnez-vous à ma [lettre STRATÉGIES](#). Tout abonnement vous ouvre l'accès à toutes les archives et à tous les dossiers déjà édités, soit plus de 30 à ce jour et des centaines de pages. [Pour vous abonner ou en savoir plus, c'est ici](#).

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Comment Chine et Russie veulent contourner Swift

Derrière les transactions financières, il y a des systèmes techniques, et le plus gros des systèmes de règlements internationaux c'est le réseau SWIFT, détenu par les Américains. Ce système SWIFT peut permettre, parce qu'il est utilisé par tout le monde, d'exclure un pays de tout le système financier international.

Avec l'augmentation des tensions géopolitiques, il y a un risque évidemment, en ne plaisant pas aux « maîtres » américains, d'être viré du système, les conséquences en seraient majeures pour un pays. La ruine assurée, le pays concerné est littéralement débranché du reste du monde.

D'où la nécessité pour des pays comme la Chine et la Russie, pour qui l'indépendance signifie encore quelque chose, de mettre en place des solutions alternatives fonctionnelles susceptibles de prendre le relais en cas d'exclusion.

Charles SANNAT

Chômage en hausse de 1,5 % sur un an !!

Je vous donne lecture du communiqué de la DARES. Je n'ai pas eu le temps de vous détailler l'analyse des chiffres, affaire Benalla oblige, et je m'en excuse. Pour l'essentiel, le constat reste dramatiquement le même : pas de dynamique économique dans notre pays. Cette absence de dynamisme a pour conséquence une anémie des créations d'emplois. Pour le moment, je ne vois pas de signes de reprise importante, on verrait même quelques signes de baisse d'activité, notamment dans la construction neuve qui freine très fort avec -30 % dans le secteur de la maison individuelle.

Charles SANNAT

Ça couine ! Fonds de résolution unique : les banques françaises surtout passent à la caisse

C'est l'histoire d'un autre machin européen, qui ne servira à rien comme tous les machins

européens, mais qu'il faut quand même créer, mettre en place et faire semblant de gérer et d'avancer afin de faire croire que les institutions européennes sont fonctionnelles et que lorsqu'il y a une crise, on est en mesure de faire avancer les choses, de « régler » les problèmes.

L'Europe, enfin l'Union européenne, est une fiction imaginaire qu'il faut entretenir à tout prix, et le prix est élevé pour les banques françaises puisque nous parlons de 2,29 milliards d'euros, ce qui représente 30 % des montants versés dans le FRU cette année sur un total de 7,5 milliards d'euros.

Comme le rapporte *La Tribune*, « à fin juin 2018, ce fonds, créé après la crise financière afin d'empêcher la survenue de la prochaine, a grossi pour atteindre quelque 24,9 milliards d'euros, près de la moitié du montant visé à la fin de 2023 : le Conseil de résolution unique a en effet annoncé le 24 juillet avoir collecté 7,5 milliards d'euros de plus en un an. L'objectif est d'atteindre au moins 1 % du montant total des dépôts bancaires couverts en 2023 ».

Je ne sais pas si vous avez bien lu et bien compris.

Ce fonds va garantir 1 % des dépôts !

1 %.

Si vous aviez 1 000 euros en banque et que votre banque fait faillite, alors vous serez remboursé au mieux de 10 euros, ce qui vous fera une perte de 990 euros...

De quoi voir votre assurance en or un peu différemment.

Charles SANNAT

Source [*La Tribune*](#) [ici](#)

Les temps difficiles à venir

François Leclerc 25 juillet 2018

L'optimisme n'est pas franchement au rendez-vous lorsqu'on s'informe des dernières prévisions économiques en zone euro. Dans son rapport annuel, le FMI estime que la croissance « bien que toujours vigoureuse », devrait ralentir à un rythme plus modéré ». Elle devrait atteindre 2,2% en 2018 et ralentir à 1,9% l'année suivante. Tandis que l'inflation ne peut espérer atteindre l'objectif de 2% que « dans quelques années », l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) restant faible.

S'appuyant sur ces prévisions moroses, Christine Lagarde s'est déclarée favorable à la création d'une capacité budgétaire de la zone euro afin de réduire les inégalités entre États membres. « Ça nous paraît indispensable pour à la fois être l'expression d'une souveraineté politique affirmée et assumée au sein de la zone euro et parce qu'on ne peut pas laisser la politique de redressement être menée exclusivement par la Banque centrale européenne, ainsi que cela a été le cas ces dernières années ». Un ange passe.

De son côté, Jens Weidmann, le président de la Bundesbank annonce selon ses propres termes la venue de temps plus difficiles. « Le gouvernement sera en première ligne lors de la prochaine crise car la Banque centrale européenne aura peu de latitude pour agir compte tenu de la lenteur de la normalisation de sa politique monétaire », a-t-il déclaré, rejoignant Christine

Lagarde sur ce point.

L'OCDE s'interroge sur l'emploi et les revenus. L'organisation constate la reprise du premier, mais pas celle des salaires, dont elle s'inquiète de la stagnation, y voyant un phénomène qui affecte tout particulièrement les travailleurs les plus faiblement rémunérés.

« Si les pays ne parviennent pas à rompre avec cette tendance, la confiance du public à l'égard de la reprise économique sera compromise et les inégalités se creuseront sur le marché du travail » prédit-elle, abordant le terrain des inégalités sous un autre angle.

On l'avait déjà constaté, les organisations internationales tendent à faire preuve de plus de clairvoyance que des dirigeants politiques rivés à leurs dogmes ultra-libéraux. Mais elles ne sont pas entendues, ce qui augure de temps difficiles, en effet.

L'État ne distribue que ce qu'il s'approprie

Par Thierry Afschrift. ContrePoints.org 24 juillet 2018

Le système de redistribution autoritaire, tribut à l'Etat-providence, est la source du pouvoir des politiciens et bureaucrates. Il n'a en réalité aucune légitimité.



Ce n'est bien sûr pas par hasard qu'on parle de redistribution ou même de distribution. C'est un choix idéologique.

Les États – et leurs subdivisions territoriales et leurs autres entités publiques, comme les caisses et organismes de Sécurité sociale – partent du principe qu'ils ont le droit de « distribuer ».

Ils font comme si le patrimoine de chacun formait vraiment un Tout, un ensemble qu'ils seraient, par quelque mécanisme d'essence divine ou à tout le moins souveraine, chargés de répartir. Ils se croient investis d'un droit de fixer les termes d'un « partage » des ressources qu'ils veulent considérer comme « communes ». Or, nous savons que les biens qu'ils veulent ainsi distribuer sont, à l'origine, c'est-à-dire avant intervention de l'autorité, individuels, et que les partages ne sont pas des décisions d'autorités, mais des contrats librement consentis par des copropriétaires.

Comme toujours, l'appareil d'État ne demande qu'à accroître son pouvoir.

Décider de redistribuer les revenus, voire les biens, c'est, pour l'autorité, se reconnaître le droit de prendre à chacun ce qu'elle décide d'attribuer à d'autres. C'est un processus sans limites : si tous les biens peuvent être redistribués, c'est qu'ils sont entièrement à la disposition de l'autorité redistributrice, qui a le pouvoir de fixer de manière autoritaire le revenu de chacun.

La redistribution que nous connaissons est une redistribution autoritaire. Elle est l'oeuvre du

Pouvoir.

Ce pouvoir repose sur une espèce de présomption que tout est à tout le monde, et qu'aucune propriété n'est définitivement acquise, puisqu'elle n'est qu'un élément d'un ensemble que l'autorité peut s'approprier, notamment [en vertu de son pouvoir fiscal illimité](#). Ce pouvoir présuppose aussi que, chargé d'agir pour un « Bien Commun », notion d'origine religieuse et jamais définie, l'État le fera effectivement. On suppose aussi que la redistribution des revenus décidée par l'État sera plus juste, ou parfois dite plus efficace que celle qui résulte des activités librement choisies et des contrats librement conclus.

Certes, cette distribution étatique n'a été pleinement exercée que dans des États intégralement communistes : l'URSS naguère – ou [Cuba encore aujourd'hui](#) – pouvait ainsi décréter que l'État s'attribue le produit du travail de tout le monde et décidait, sans devoir taxer les revenus, du salaire, du logement et du travail de chacun.

Nos systèmes dits démocratiques, en fait sociaux-démocrates, ne passent pas par la confiscation totale des revenus de chacun, mais sont fondés sur la même idée de distribution des revenus globaux. Produits idéologiques de la doctrine socialiste mêlée aux dogmes chrétiens, les États d'aujourd'hui se contentent de s'approprier l'impôt ou les cotisations parafiscales, environ la moitié du revenu de chacun.

[Une part de ce revenu est d'ailleurs souvent perçue à la source](#), auprès des employeurs, de sorte que cette quotité des recettes de l'État est, comme dans les États communistes d'antan, confisquée avant même d'être perçue. Le rêve de tout tyran, même élu, est réalisé : il ne doit plus se livrer à des rapines et ses victimes savent à peine ce qu'il leur prend. Ce sera encore mieux lorsqu'en libérant les assujettis – que ce mot est exact ! – de la corvée de la déclaration fiscale, l'État se servira sans même que ses sujets se rendent compte des revenus qu'ils n'ont pas perçus !

Dans tous les cas, les États se reconnaissent le droit de prélever ce qu'ils veulent, pourvu que, formellement, la loi qu'ils édictent le permette. En principe, ils considèrent avoir le droit de prendre n'importe quelle part du revenu de chacun pour l'attribuer suivant les critères qu'ils ont choisis souverainement.

Et [ils appellent cela redistribution](#) pour faire oublier qu'ils ne peuvent distribuer que ce qu'ils ont pris, par la contrainte, à ceux qui l'ont librement gagné.

Ils font ainsi prévaloir une distribution politique, c'est-à-dire décidée par un Pouvoir, sur une acquisition économique des richesses souvent créées.

L'État utilise la force publique pour s'approprier les richesses destinées, via la redistribution, à être attribuées à ceux qu'il a choisis. La violence est ainsi consacrée comme mode légitime d'acquisition des biens, pourvu qu'elle soit l'oeuvre de l'État.

En général, l'État tente de justifier ces prélèvements et attributions en se fondant sur un « idéal de justice » : les revenus sont censés être plus justement attribués après son intervention que selon ce qui résultait de leur acquisition initiale. Et en particulier, l'État fait valoir que [la redistribution profite aux pauvres](#), à ceux qui ont le plus de besoins à satisfaire.

Jamais l'État n'explique toutefois pourquoi ce qu'il décide serait plus juste : ce n'est pas parce qu'une décision émane du souverain qu'elle est meilleure. Comme les autres, elle vise à

satisfaire des intérêts.

Les deux modes de redistribution : implicite, par les dépenses publiques et explicite, par les transferts sociaux

On croit souvent que la redistribution est seulement le produit des transferts sociaux, des allocations diverses payées à des bénéficiaires (assurés sociaux, [bénéficiaires de HLM](#), chômeurs, invalides, retraités...).

En réalité, une première part de la redistribution résulte de la quasi-totalité des dépenses publiques, même lorsqu'il ne s'agit pas de transferts.

On dénonce régulièrement les constructions de bâtiments de prestige édifiés aux frais des contribuables par des présidents, des ministres, des conseils généraux ou des municipalités. Les maires, présidents de conseil général ou de région ou les ministres et chefs d'État ont le plaisir, électoralement rentable, d'inaugurer des mairies, salles de sport, musées ou autoroutes construits avec l'argent des contribuables.

Certaines constructions sont inutiles ou excessives, d'autres ont une utilité qui dépasse le prestige. Mais en tout cas, cette utilité est un avantage pour des catégories bien précises et non pour l'ensemble de ceux qui les ont financées. Pour la construction des routes, il s'agira des entreprises de construction et d'entretien, des membres de leur personnel, des habitants possédant une voiture, des habitants des lieux desservis par une autoroute sans péage, des propriétaires d'habitations qui profiteront d'une meilleure mobilité...

Ceux-ci sont les bénéficiaires, actifs ou bénéficiant d'un effet d'aubaine, de ces dépenses. Il est rare qu'ils s'identifient aux pauvres ou aux plus nécessiteux.

Il en est de même [des multiples services publics prétendument gratuits](#) ou offerts pour un prix inférieur à leur coût de revient.

[Des transports gratuits ou subsidiés](#), des spectacles offerts ou accessibles pour un prix dérisoire, ce sont des modes de redistribution. Ils profitent, selon le cas, à ceux qui circulent le plus, à ceux qui assistent le plus à des spectacles, comme l'opéra ou le théâtre, ou à ceux qui y exercent une activité rémunérée.

Ces bénéficiaires ne sont évidemment pas les moins prospères ; l'on sait, par exemple, que le public de l'opéra est composé pour une proportion plus importante que dans la population générale, de personnes aisées.

La population apprécie de recevoir [des services publics gratuits](#). Personne ne lui explique que des services gratuits n'existent pas. Il y a des services payés par leurs utilisateurs et il y en a d'autres, dont le coût est supporté par les contribuables. Dans ce dernier cas, ce coût est une redistribution au détriment de ceux qui paient l'impôt, et au profit de ceux, riches ou pauvres, qui utilisent ces services.

À côté de cette redistribution implicite, par les services dits publics, il y a la redistribution explicite par l'impôt et les cotisations sociales, qui financent, notamment mais pas uniquement, [des politiques dites sociales](#), au profit déclaré de certaines catégories de la population.

Là encore, la redistribution ne bénéficie pas nécessairement à ceux qui ont le plus de besoins.

La Sécurité sociale est, à de rares exceptions près, fondée sur un principe d'universalité : elle est financée par tous – ou presque – et, ses prestations sont censées profiter à tous.

Un système à la comptabilité volontairement opaque

Il en résulte certes une redistribution, mais la multiplicité des régimes, tant pour les cotisations que pour les attributions et des exceptions, rend presque impossible la détermination de tous ses bénéficiaires nets, soit de ceux qui perçoivent plus qu'ils ne paient.

Les allocations familiales, financées par tous, y compris les familles pauvres sans enfants, profitent aux familles, même riches, avec enfants. La redistribution profite donc dans ce cas non pas aux familles pauvres, mais à celles qui ont des enfants, c'est-à-dire une partie des jeunes adultes, qu'elles soient misérables ou prospères.

Les prestations de santé, et bien sûr les retraites, dans [un système de répartition](#), sont essentiellement financées par les personnes qui travaillent. Le système est surtout rentable pour ceux qui vivent vieux, quelles que soient leurs capacités économiques. C'est une redistribution des jeunes vers les vieux, ou encore des actifs vers les inactifs.

Sans doute tous ont-ils l'espoir d'en devenir bénéficiaires un jour, mais ce n'est qu'une illusion, qui ne pourra devenir réalité qu'au prix [des sacrifices imposés à la génération suivante](#), leurs propres enfants. S'ils ont le malheur de ne pas vivre vieux, et même s'ils savent, lorsqu'ils supportent les cotisations, que leurs jours sont comptés, ils ne bénéficieront jamais des retraites mais y auront cotisé. On leur enlève le droit de choisir entre profiter de la vie aujourd'hui et économiser pour demain, et ce même si pour eux il n'y aura aucun lendemain.

Chacun, quel que soit son niveau de revenus, peut devenir bénéficiaire net, ou contributeur net, des multiples systèmes de redistribution existants. Tout est fait pour que le plus possible de personnes croient en bénéficier et pour qu'elles ne sachent jamais si, dans l'ensemble, elles y gagnent ou y perdent quelque chose.

L'État-providence neutralise toute opposition en rendant le plus grand nombre possible de gens dépendants du gouvernement ou en leur faisant croire qu'ils le sont ou qu'ils peuvent le devenir : l'assistance et le besoin s'alimentent réciproquement.

Tant qu'on ne voit pas clair – et tout est fait pour que personne ne sache si le système lui profite ou non –, la remise en cause est presque impossible parce que de multiples groupes cherchent à conserver les avantages, réels ou illusoire, qui en découlent pour eux. Il en est ainsi même si en définitive ils sont perdants : des familles de la classe moyenne conservatrice se battent pour garder allocations diverses, tarifs réduits sur des transports, retraites par répartition, bas prix pour les spectacles... sans voir que les impôts et cotisations qu'ils paient leur coûtent souvent plus que ces divers avantages.

D'autres, comme les entreprises qui profitent de subventions, savent bien que celles-ci leur sont avantageuses et feront tout pour conserver ces privilèges. Lorsque l'État ou une région offrent des subventions ou d'autres avantages pour qu'une multinationale (comme Toyota ou Disney) installe une unité de production sur son sol, c'est une redistribution au profit des actionnaires de la multinationale et des futurs salariés de celle-ci, dont le salaire est indirectement financé par les contribuables. Rien n'établit que ceux-ci, et surtout ceux-là, justifient de motifs sociaux

prioritaires expliquant cette redistribution forcée.

Le *Catéchisme de l'Église catholique* définit le Bien Commun comme « *l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection, d'une manière plus totale et plus aisée* » (numéro 1906).

Une définition aussi vague permet aux autorités de lui donner le contenu qu'elles décident arbitrairement, en feignant d'ignorer qu'aucun choix ne correspondra jamais à chacun, et que la perfection qu'il s'agit d'atteindre n'est pas de ce monde.

En route vers la Récession Mondiale de 2019.

Par [Charles Gave](#) 2 juillet, 2018 Institut des Libertés

Il y a deux semaines, j'ai développé devant les lecteurs de l'IDL le concept de base monétaire mondiale qui n'est rien d'autre qu'une tentative de mesurer les quantités de dollars à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis pour déterminer s'il y avait plus d'idiots que d'argent ou plus d'argent que d'idiots.

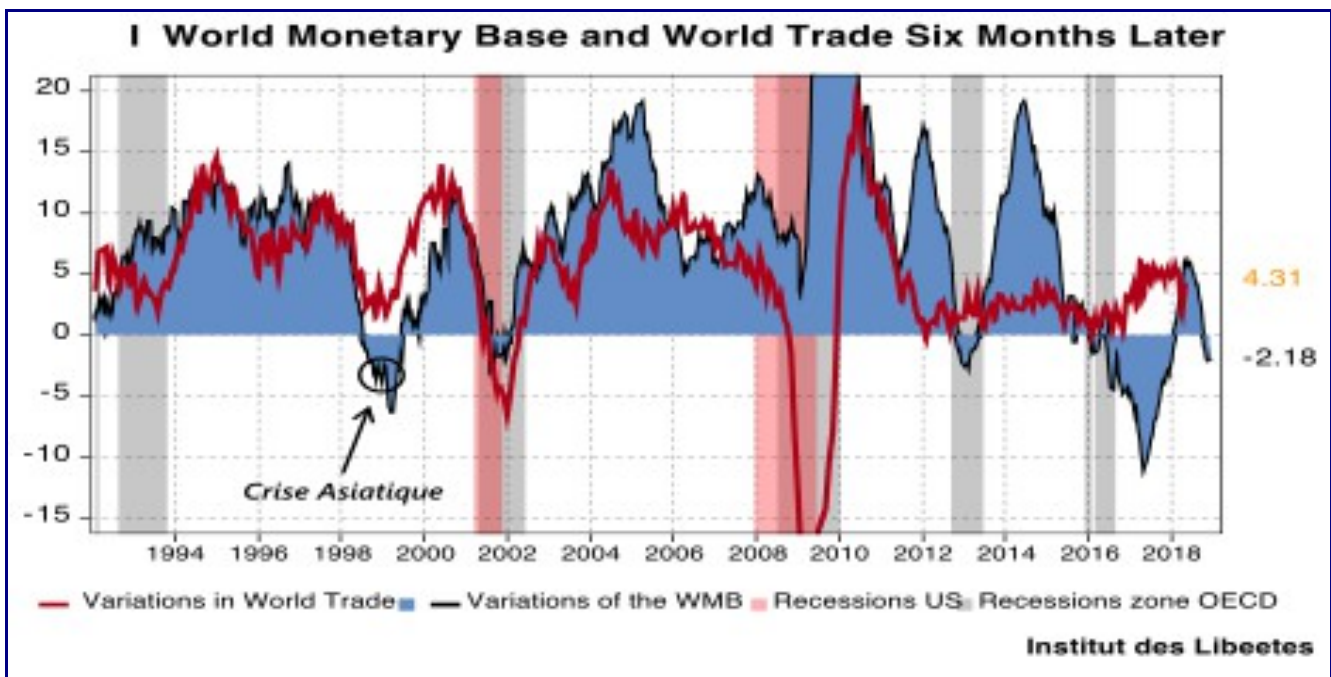
Je renvoie à ce papier pour une explication du concept.

Comme je l'indiquais alors, la base monétaire mondiale, telle que je la mesure, est en baisse d'une année sur l'autre. Plus d'idiots que d'argent donc.

J'en tirais la conclusion que nous rentrions dans une période de crises financières, ce qui n'était qu'une constatation et non pas une explication.

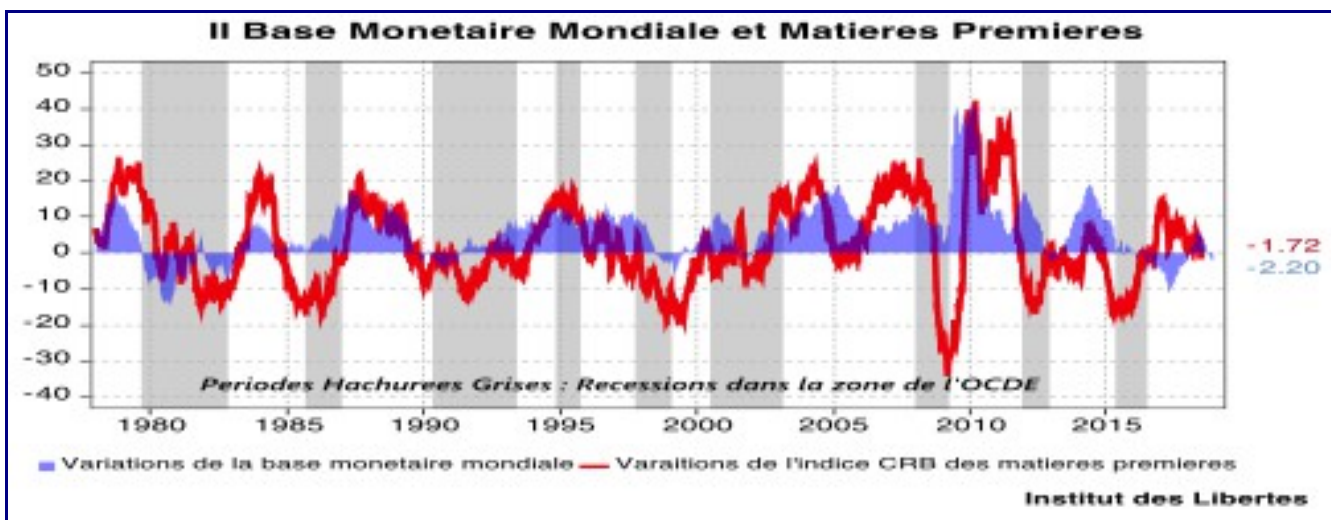
Cette semaine je vais essayer de mettre en lumière les mécanismes qui nous font passer d'une contraction de la base monétaire à une crise financière et de là à une récession mondiale qui pourrait nous frapper en 2019.

Tout commence par une contraction du commerce international, conséquence de la baisse du nombre de dollars dans le monde puisqu'une grande partie du commerce mondial est en dollars, en particulier le pétrole. « *Pas d'argent, pas de Suisses...* » disaient les rois de France autrefois.



Le commerce international va donc se viander dans les six mois qui viennent, ce qui dans le passé a toujours déclenché soit une récession dans la zone de l'OCDE, soit ailleurs, le meilleur exemple étant la grande crise asiatique/ russe de 1997-1998.

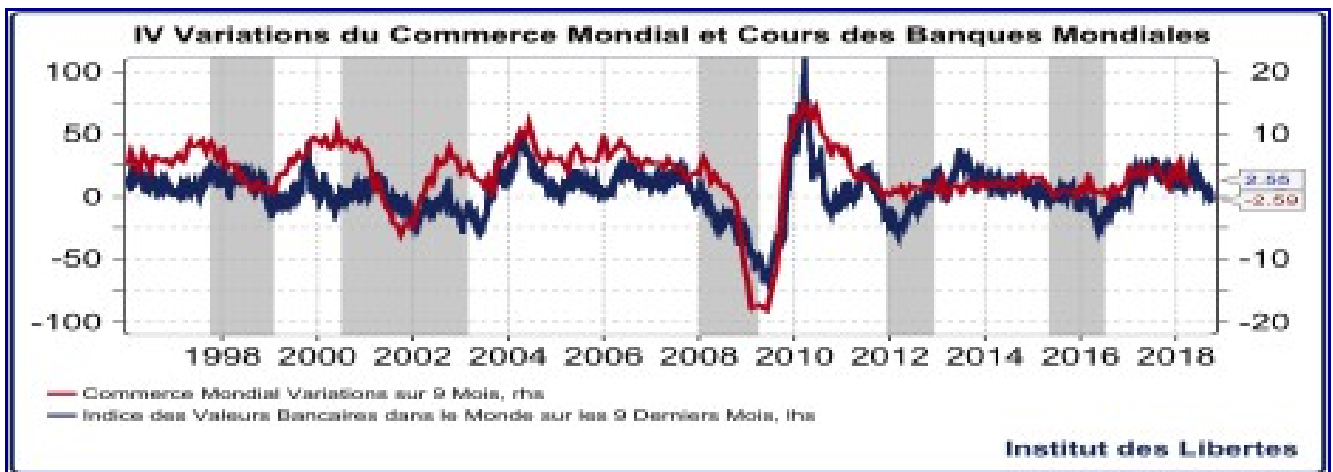
L'étape suivante est bien entendu une baisse des matières premières, ce qui est bien normal puisque le niveau d'activité est en train de plonger et que la demande de cuivre, d'acier, de coton etc. va donc baisser ou baisse déjà.



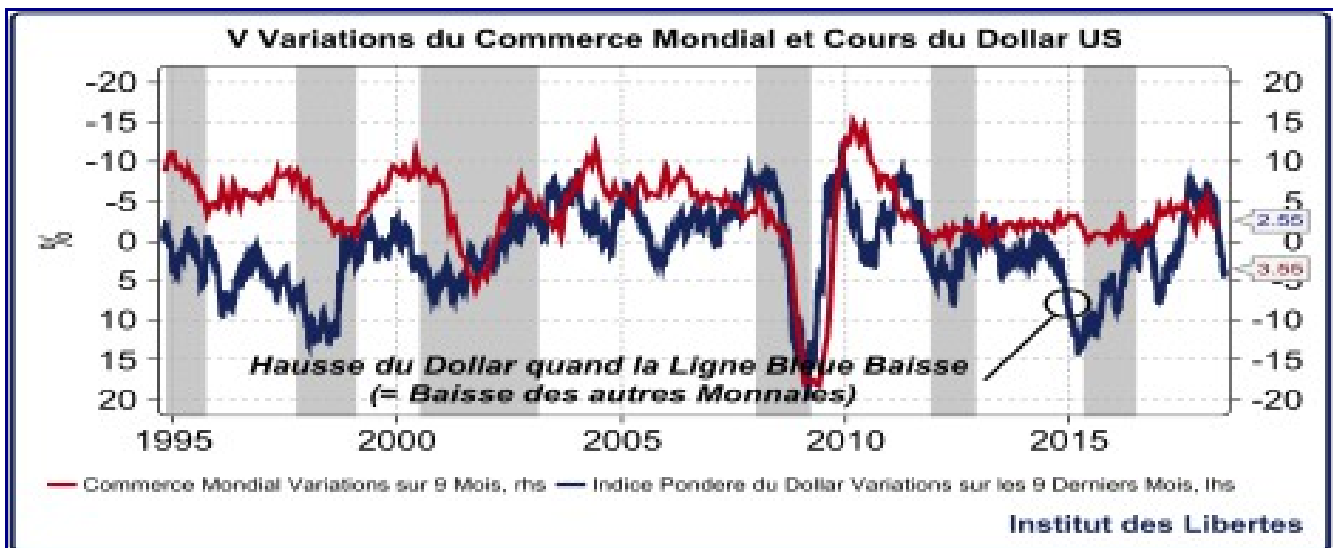
Et de là nous passons fort logiquement à une baisse des marchés financiers des pays fournissant les matières premières et qui dépendent de la croissance mondiale pour leurs exportations, je veux parler bien sur des pays émergents.



Et comme ces pays sont endettés, ceux qui leur ont prêté de l'argent, c'est-à-dire les banques, voient leur cours s'effondrer, ce qui paraît bien normal.



Et comme tout cela se passe parce qu'il y a une pénurie mondiale de dollars, le cours du dollar monte (en fait les autres monnaies baissent).



Conclusion

Nous sommes en train d'entrer dans une crise de liquidités dollar tout à fait classique, la septième depuis 1973. J'en ai déjà traversé six dans ma carrière, c'est vous dire si je connais le scénario.

D'habitude, la seule solution est de se mettre en dollar cash et d'attendre que la poussière retombe.

Le *pari* que je fais dans ce cycle actuel est d'avoir une partie importante de mes actifs en monnaie chinoise tant je suis persuadé que la banque centrale locale (BOC) a vu arriver le coup et s'est fort bien préparée. Et cette confiance, je la reporte sur tous les pays qui ont des accords de swaps avec la BOC et la plupart d'entre eux sont en Asie.

Qui plus est, je suis à peu près certain que la zone Euro en général et l'Italie en particulier sont complètement *incapables* de supporter une autre récession et je veux être le plus loin possible géographiquement de cette dernière, tant la BCE n'a plus aucun outil pour traiter les problèmes qui vont se poser.

L'Asie est loin, très loin de l'Europe. En tout cas plus loin que les USA.

Notre seule chance serait que le cours du pétrole s'écroule dans les quelques semaines qui viennent puisque cette baisse « libérerait » des dollars. Ou alors que la Fed se remette à imprimer des dollars, ce qui me paraît peu probable tant que nous n'avons pas eu de crise financière

Et du coup le dollar monte, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

Je reste très inquiet.

Je plains monsieur Macron.

Gérer un pays quand on ne comprend rien à l'économie n'est pas facile.